LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

N° 1529
du 16 au 22 octobre 2008

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

« Il y a pire que de braquer une banque, c'est d'en fonder une. »
Bertold Brecht

La lutte... ou la misère

Photo de Daniel Maunoury, Le 7 octobre à Paris

M 02137 - 1529 - F: 2,00 €

Sommaire

Internationalisme versus Mondialisation, par S. Mahé, *page 4*

Au s'cours **l'École,** par Fred, *page 5*

Brèves courtes et de **combat**, *page 6*

La Crise **chez les pauvres,** par P. Sommermeyer, *page 7*

Dédé et Oui-oui, par S. Neumayer, *page 9*

Retour express direct **en taule**, par Paco, *page 10*

Une alternative au Kapitalisme, par J. Langlois, *page 11*

Sous **la grève,** la plage, par R. Duffour, *page 14*

Question de vie, par M.-C. Calmus, *page 16*

Un Livre **noir pour les rouges,** par F. Gomez, *page 17*

De gré ou **de force,** par S. Moulis, *page 18*

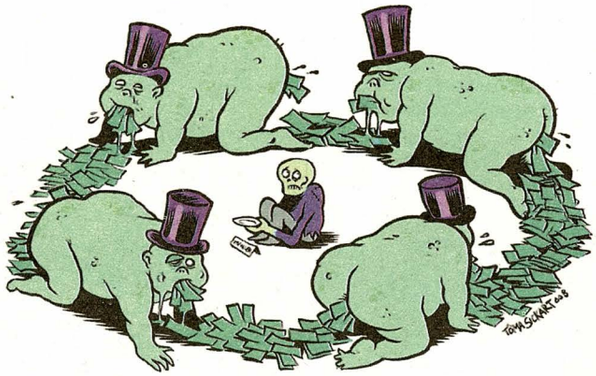
Heike nous fait son **cinéma,** par H. Hurst, *page 19*

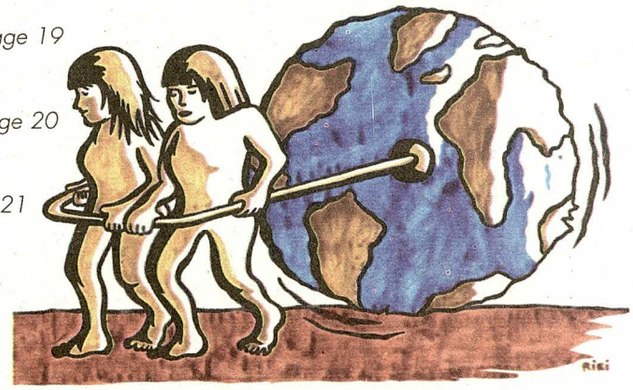
Nicola et Bertolomeo **en scène,** par C. Passevant, *page 20*

La vie du **mouvements,** *page 21*

La plus **belle** des radios, *page 22*

L'Agenda, *page 23*





BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	20 €	27 €
6 mois, 25 nos	38 €	46 €
1 an, 45 nos	61 €	77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Grippage de la pompe à phynance, socialisation des pertes, privatisation des bénéfices, quinze points lanlère au Caca 40, goutte à Paulson de 700 milliards de dollars dans la piscine des 500 000 milliards de transactions foireuses, entreprises qui ferment, licenciements, petits malins qui spéculent et pauvres qui trinquent. Charivari discordant de titatas éructés par des « experts »: La Parisot – ah sa mine feutrée gourmande de chat qui fait pipi dans la braise – fait les gros yeux aux méchants privilégiés sous parachutes (tiens, c'est plus les fonctionnaires, les privilégiés!). Un avocat de l'angolagate affirme sans se désintégrer qu'en aucun cas s'enrichir ne peut être considéré comme un délit (même quand ça tue?). Nos élus prétendent sauver les petites économies des gueux tout en prêchant l'urgence de poursuivre le train des « réformes », comme la privatisation des retraites (au secours, Enron!) Le Pascal Lamy- des peuples-, socialiste mou du neurone qui prétendait faire payer amendes de retard aux pays dont les ouvriers faisaient grève, ose chevroter sur radio-Paris que l'OMC n'est pas pro-libérale (et le FMI, une organisation caritative p'têt ben?). Certains porte-flingue du capitalisme considéré ce matin comme la Fin-de-l'Histoire, chuchotent ce tantôt, tels des bedeaux compassés, qu'il est mal en point. Faisons confiance à la rapacité, à l'égoïsme, et gageons qu'il va renaître de ses cendres, comme une fleur de désastre, sous un masque aguicheur genre new deal, aux sons de grandes promesses que nous financerons de notre poche – cela va de soi. Quant à nous, continuons à hurler que le roi est nu, que le capitalisme pue, que le capitalisme tue: famines, guerres et génocides en sont les hideux corollaires. Milton Friedman est un fou sadique et les pauvres ont peu de mémoire. On n'humanise pas le capitalisme, on l'abolit, on l'abat comme un chien qui a la rage. Ce ne sont pas les alternatives qui manquent, libertaires de préférence (voir page 11, 12, 13 de ce numéro). En Franchouillie, le Prince-Ringard se gausse fielleusement de l'invisibilité des grévistes. Il a tort. En témoigne l'éveil du syndicalisme international. En témoignent les statistiques à contre-courant d'un organisme ministériel, REPONSE, publiées par *Le Monde Diplomatique* de ce mois et dont le rapport note une nette augmentation entre 1996 et 2004 des réactions sociales – surtout dans les entreprises où existent des syndicats. Un changement dans les formes que prend la lutte des classes: d'avantage de débrayages ponctuels, de pétitions, de refus d'heures supplémentaires, voire d'absentéisme, et moins de journées de grève: ça coûte moins cher et c'est tout aussi contraignant pour l'entreprise: Les salariés réinventent Pouget! Quoiqu'en disent nos maîtres à penser, la Commune n'est pas morte. Continuons à défiler, à nous mettre en grève, à manifester notre ras-le-bol par tous moyens, dans les quartiers, les entreprises. Sans bouder le syndicat. Surtout s'il est bien choisi.

Syndicalisme et été indien

Photo de Daniel Maunoury, Le 7 octobre à Paris

L'effet de déclaration si cher à nos gouvernants serait-il en train de déteindre sur ce qu'il reste de syndicalisme en France ? De grands discours dans hebdomadaires et quotidiens, puis peu de choses sur le terrain. La semaine dernière on pouvait lire dans *L'Humanité dimanche* de belles phrases syndicalistes de Bernard Thibault et Jean-Claude Mailly. Ce qui a pu faire dire à l'édito du *Monde libertaire* que CGTFO et CGT tout court esquissaient un pas de deux. L'intervention du secrétaire de la CFDT, Jacques Chérèque (dit « ça va bouillir ! »), se bornant à un florilège de déclarations antérieures. Patatras ! durant la journée du 7 octobre, FO était absente des manifestations contrairement à la CFDT. La centrale de l'avenue du Maine s'engageant dans cette « journée internationale d'action syndicale » dans un meeting-concert à Paris, au Trocadéro avec Mailly et des responsables de la CSI (Confédération syndicale internationale) et de la CES (Confédération européenne des syndicats).

Les médias, en particulier la presse écrite, n'ont pas beaucoup commenté cette journée de mobilisation, crise internationale oblige. Il y aurait eu à Paris entre 7000 et 13000 personnes, à Strasbourg de 1000 à 2000 et à Toulouse de 3000 à 4000. Pas de quoi pavoiser quand il y avait six syndicats (CGT, CFDT, CFE-CGC, FSU, Solidaires et UNSA) qui appelaient à cette « première journée mondiale sur le travail décent ».

En France d'aucuns craignent ce qu'ils appellent le « retour du conflit social ». On l'a vu à Sandouville où comme le dit sur une banderole la CGT locale « Contrat 2009 : Renault s'engage... à ce qu'on dégage. » C'est la nouvelle boussole du capitalisme en ce début du XXIe siècle ! plus on encaisse, plus on dégraisse.

Faudrait que le patronat français fasse gaffe, car si le monde du travail prend exemple sur ce qui se passe en Inde... Le lynchage d'un PDG de la filiale d'un équipementier automobile italien avait même été qualifié « d'avertissement aux cadres dirigeants » par le ministre indien de l'Emploi. Certes, il a été obligé de s'excuser, mais en déclarant que « la main d'œuvre n'a pas les moyens d'exprimer le mécontentement qui couve sur les politiques de management ». En d'autres termes les patrons indiens ont tendance à « abuser des CDD et des travailleurs journaliers » !

Chez nous, si l'on se penche sur la « note de conjoncture sociale annuelle » de l'association Entreprise et Personnel (qui rassemble directions des ressources humaines et experts sociaux de 150 entreprises), on apprend qu'en 2009 « tous les composants d'une crise sociale sont là ». Diable, la balle est dans notre camp !

Côté boutiques syndicales ça discute au niveau des appareils. Car notre camp, s'il faut accepter ce mot, est bien divisé. Il y a quelques décennies, le paysage syndcal était bien différent. À côté d'une CGT incontournable chape de plomb[1], il y avait une CFDT combative[2] laissant la bride sur le cou à ceux et à celles qui

voulaient un syndicalisme se réclamant des idées-forces de l'anarcho-syndicalisme. Force Ouvrière cultivait l'anticommunisme et était (trop) souvent prête à signer des accords qui ne gênait pas trop les intérêts du patronat. Près de quarante ans après (on parlait, bien sûr, de l'après-Mai 68) la centrale qui se revendiquait de l'autogestion prend de fait la place de la CGT-Force Ouvrière des années 1960 qui cherchait surtout du «grain à moudre» et à éviter les contacts avec la CGT. Cette dernière, actuellement, tend à vouloir prendre la place la CFDT «signe tout» et Force Ouvrière reprend du poil de la bête.

Un militant syndicaliste des années 1970 qui serait tombé dans le coma durant quelques dizaines d'années, n'y retrouverait pas ses petits! [3]

On doit alors se contenter de noter les avancées dans les luttes sans s'attarder sur les sigles syndicaux. Quand des travailleurs de l'automobile laissent éclater leur colère au Salon, on ne leur demande pas leur affiliation syndicale. Ils sont de Renault, PSA, Ford, Valeo, Bosh, Faurecia Delphi, Leon, Autoliv, Magnetti manelli, Goodyear, Michelin...

C'est pourquoi une table ronde sur le vaste sujet «Comment construire l'unité syndicale?» entre Solidaires, CGT, CFDT et FO ne peut résoudre le problème. Ça peut faire avancer le débat mais c'est sur le terrain que l'unité se fait... ou pas.

Jean-Pierre Germain

1. La forteresse stalinienne était plus que rugueuse mais conservait alors des principes de classe.

2. La suite de la saga de l'ex-scission de la CFTC (Centrale française des travailleurs chrétiens) verra l'exclusion des « moutons noirs » dont nombreuses structures syndicales animées (entre autres) par des anarcho-syndicalistes: Lyon Gare, CFDT Santé, Usinor Dunkerque.. À l'élection de François Mitterrand, les faussaires du syndicalisme dévoilèrent leur secret de polichinelle : tout ça était pour conforter le PS, force sociale-démocrate, face au PC.

3. Sans parler de l'émergence de SUD, de la CNT.

Internationalisme contre mondialisation

En 1941, les organisations syndicales sont dissoutes au profit d'un syndicat unique et obligatoire soumis à la tutelle de l'État. Le maréchal Pétain institue la Charte du Travail. Le « comité social d'entreprise », regroupant patron et ouvriers pour le « bien commun de l'entreprise », décide des embauches et des licenciements, des conditions de travail et des salaires...

En 2008 Sarkozy édicte une loi dite de « modernisation de l'économie » comprenant un volet sur le « marché du travail » cosignée par le Medef, la CGT et la CFDT. La représentation syndicale sera « modernisée » dans le sens d'une hégémonie CGT-CFDT (le syndicalisme rassemblé cher à Thibault). La section syndicale d'entreprise, obtenue par la CFDT dans la foulée de mai 1968, gérera sous l'égide du patron le pouvoir d'achat et le temps de travail par le jeu des heures supplémentaires, primes, intéressement et participation. Car on ne parle plus de salaires (indexés et répercutés selon une échelle indiciaire), mais de « pouvoir d'achat » qui permet toutes les divisions et combines, comme le R.S.A., préservant la poche des patrons. Il est même question de licenciements par « consentement mutuel », dans ce cadre de la section d'entreprise, résurgence du comité social de Pétain, où la volaille est enfermée dans le poulailler avec le renard!

On a l'impression que Sarkozy roule sur une voie royale. « En France quand il y a une grève, on ne s'en aperçoit pas » clame-t-il avec cynisme. Mailly propose une grève interprofessionnelle pour « bloquer le pays », les autres des manifs festives. Les défilés du 7 octobre et le concert du Trocadéro où Rider patron de la CSI évoque l'internationalisme syndical, procèdent d'une stratégie de coupe-feu, dans une optique de démobilisation.

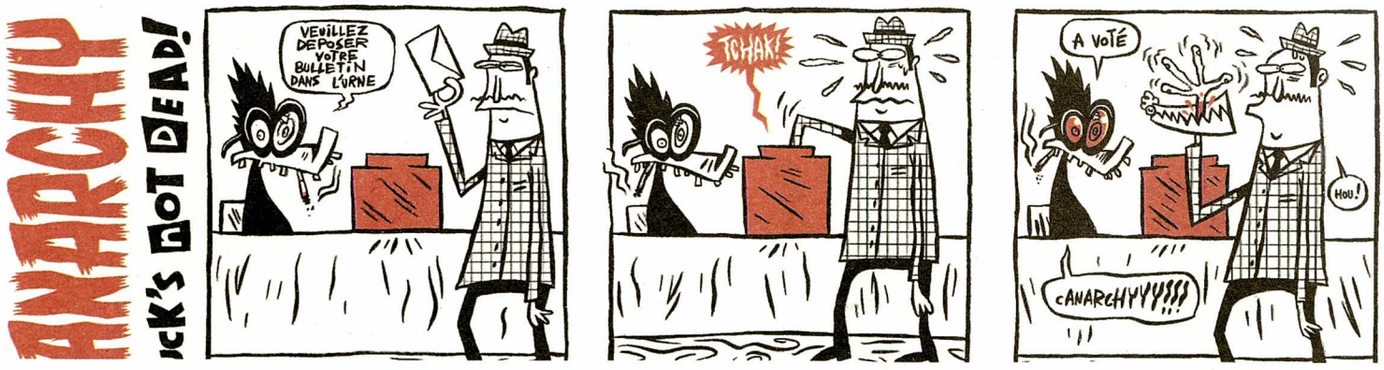
La catégories des exploités, ouvriers, employés, cadres, petits paysans... n'a pas disparu. L'abîme s'est creusé entre le monde du CAC 40 et celui de la précarité. Mais la classe ouvrière, dépitée par les avatars du stalinisme et de la social-démocratie, a perdu conscience de sa propre force. Dans un contexte de tsunami boursier, de recours aux fonds publics et à l'union sacrée, sur fond de bruit de bottes, la mondialisation du capitalisme se présente comme une fatalité, face aux échecs historiques de l'internationalisme prolétarien.

Néanmoins les ingrédients sont là, l'explosion sociale surprendra les bureaucraties de tous ordres. Mais une émeute n'est pas une révolution. Des pistes ont été dégagées: comité central ou comité fédéral de grèves? Autogestion en économie de marché ou gestion directe dans un cadre collectiviste et fédéraliste? Instruites des expériences de l'Histoire les générations futures sauront-elles en tirer les leçons? C'est maintenant qu'il faut prendre des contacts, dans l'esprit de la Charte d'Amiens, établir des liaisons horizontales indépendantes des hiérarchies d'appareils (CSI, CES, syndicats intégrés...). Sans négliger des entités telles que l'internationale des Fédérations anarchistes ou d'autres courants se réclamant de la lutte des classes.

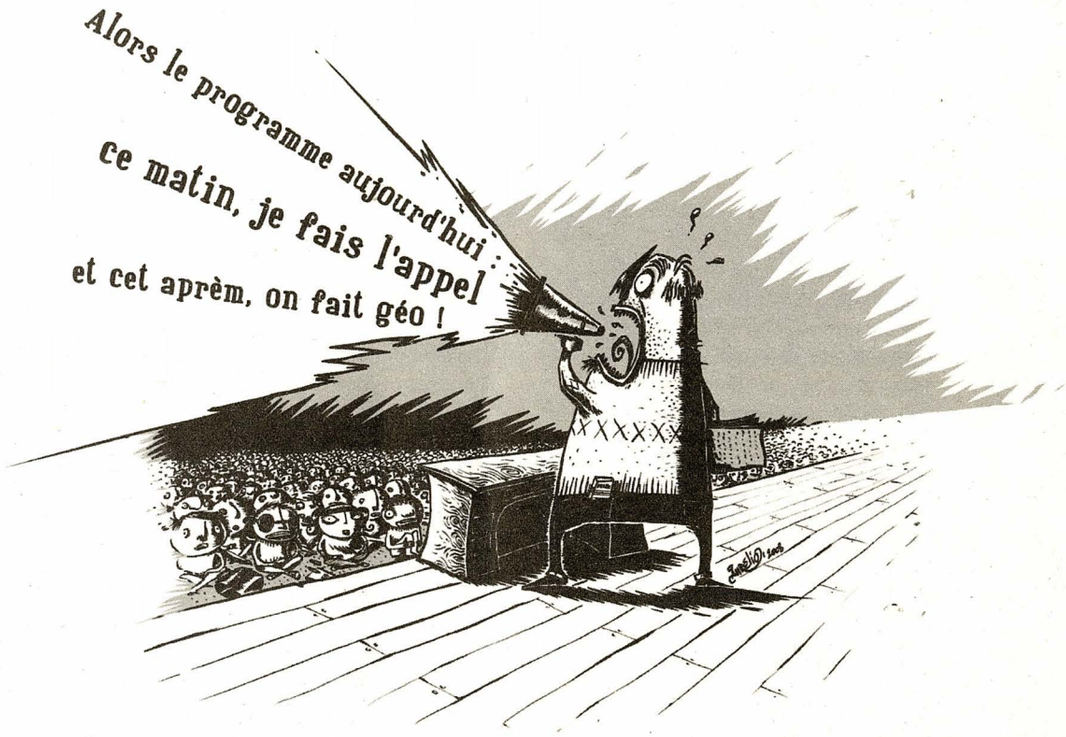
Déjà en Europe où tous les peuples sont soumis aux directives de Bruxelles où les Roumains font grève un jour, un autre jour les Allemands, les Polonais ou les Grecs... contre les mêmes méfaits concernant les salaires, la santé, les retraites, les codes et statuts, la casse des services publics... Et puis, l'Histoire se déroule lentement. C'est un paradoxe du capital de secréter ses toxines. Fin du XIXe ce furent les syndicats en France. La mondialisation elle-même transforme en salariés, certes surexploités, d'anciens moujiks et d'anciens serfs. Un million d'ouvriers viennent de faire grève en Inde pour des augmentations de salaires.

Tisser des liens, avec patience et obstination. Alors pourra-t-on reparler, sinon de révolution permanente, du moins d'Internationalisme.

Serge Mahé



Sauvons l'école !



Cela fait quelques semaines (mais en fait des mois, voire des années) que nous nous alarmons des attaques que subit l'école, c'est-à-dire les enseignants, les élèves et leurs parents.

Luc Ferry, ancien ministre de l'Éducation, qui avait dû, en son temps, ravaler son bouquin merdique, annonçait, il y a quelques temps, que la nouvelle semaine de quatre jours dans les écoles primaires était une bonne chose pour plusieurs raisons :

- cela fait plaisir aux parents, aux enfants, aux enseignants, qui n'ont plus à se lever le samedi matin,
- cela permet de réorganiser les temps d'enseignement dans les écoles : deux heures de « soutien » pour les élèves en difficulté, en dehors du temps scolaire, et des stages de « remise à niveau » pendant les vacances,
- mais surtout, ça fait des économies !

Luc Ferry déclarait que ces soi-disants cours de soutien allait permettre d'économiser des postes d'enseignants spécialisés. Puisque la difficulté scolaire doit être traitée dans la classe et/ou par des cours de soutien, les enseignants spécialisés (aides pédagogiques, rééducateurs, psychologues scolaires) n'ont plus lieu d'être, alors que ceux-ci font un travail de remédiation remarquable, en lien mais différent du travail des enseignants ordinaires.

Disparition des Rased

Qu'attendre d'un pseudo-philosophe, conseiller du prince qui, en plus, n'est plus en fonction. Malheureusement, selon une dépêche de l'AFP du 26 septembre 2008, le budget de l'éducation nationale prévoit la suppression de 13 500 postes – ça, nous le savions. Par contre, la nouveauté tient dans le choix des suppressions de postes. L'État va gratter sur tous les postes possibles (remplaçants, stagiaires et mis à disposition des associations d'éducation populaire). Mais le pire, si j'ose dire, c'est le sort réservé aux enseignants spécialisés. Ils disparaissent purement et simplement. Pour les initiés, c'est la fin des Rased, c'est-à-dire des Réseaux d'aide aux enfants en difficulté. Ces enseignants spécialisés, avec une année de formation supplémentaire spécifique, sont chargés d'apporter des réponses aux difficultés rencontrés par les élèves. Ils essayent de mettre en place des stratégies de réussite que les élèves réinvestissent dans les apprentissages. Nous sommes loin de la « philosophie » gouvernementale pour qui l'aide aux élèves en difficulté se règle par l'ajout d'heures de cours et/ou de soutien. Est-ce un hasard si, dans la brochure distribuée gratuitement aux parents en début d'année et qui reprend les programmes officiels, les Réseaux d'aide ont été « oubliés » par le gouvernement, dans l'énumération des soutiens apportées aux élèves ?

Mise à mal de la maternelle

Nous avons déjà évoqué les propos, irrespectueux et pleins de haine, du ministre de l'Éducation à propos des enseignants de maternelle, qui seraient payés pour changer les couches et surveiller la sieste. En plus de mentir sur le fonctionnement des écoles maternelles, les enfants doivent être propres, donc pas de couches, et apprennent à devenir élèves, à écrire, lire leur prénom, des mots usuels, etc..

Darcos, puisque c'est de lui dont il s'agit, essaie de rabaisser le travail des enseignants. Les craintes sur la maternelle se faisaient déjà sentir l'année dernière, lors des grèves en opposition à la mise en place de la nouvelle semaine d'école et aux nouveaux programmes dans lesquels on avait bien du mal à deviner le rôle que jouaient les maternelles. Elles tendaient à disparaître.

Tout le monde connaît le rôle important que jouent les maternelles, en terme de socialisation, notamment dans les zones défavorisées, de ville ou de campagne, et le gouvernement tend, parallèlement, à charger la dernière année de maternelle par des exigences scolaires de type CP.

Grosso modo, les grandes sections de maternelle seront des pré-CP, en lien avec le CP et le CE1. Les petites et moyennes sections seront-elles amenées à disparaître ?

Après les maternelles, ce sont les RASED qui sont attaqués. Va-t-on attendre les prochaines attaques pour réagir ?

La guerre des classes est déclarée !

Fred
groupe Proudhon (Besançon)

Brèves de combat

Ras le bol des humiliations

L'Association pour le Respect des Proches de Personnes Incarcérées est née à l'initiative de quelques proches de personnes détenues qui en ont assez des humiliations quotidiennes de l'Administration pénitentiaire lors des parloirs, des prises de rendez-vous, des attentes interminables au téléphone, des menaces, des parloirs insalubres, des insultes, des brimades en tout genre, mais aussi du système judiciaire, vraie machine à broyer . L'association appelle à une assemblée générale. Site Internet : www.myspace.com/arppi

Anti IVG XVI

Benoît XVI condamne une nouvelle fois la contraception pour ne l'admettre que « dans des circonstances graves justifiant un espacement des naissances et l'observation des rythmes naturels de la fertilité de la femme ». Le pape persiste et signe à exclure « une action visant à empêcher la procréation qui signifie nier la vérité intime de l'amour conjugal ».

Nouveau zap d'Act-UP

Une dizaine de militants d'Act Up ont répandu du faux sang sur la porte du laboratoire Roche à Neuilly-sur-Seine pour protester contre le refus de la multinationale de fournir un médicament contre le sida à la Corée-du-Sud.

Associations en colère

Dans son rapport sur le partenariat entre l'État et les associations remis début août 2008, le ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative propose de redéfinir les relations financières unissant les associations aux collectivités publiques. Les associations critiquent ce qu'elles appellent « le risque d'assimilation du modèle associatif au modèle marchand ».

Cimade en colère

La Cimade dénonce le coup de force d'Hortefeux et lui demande de revenir sur son décret modifiant les conditions d'aide aux étrangers placés dans les centres de rétention administrative (CRA). La Cimade refuse le morcellement de la mission en lots éclatés attribués à des prestataires de services. Jusqu'à présent, seule l'association était habilitée dans les CRA. Elle dénonce « une logique de concurrence "libérale" déplacée en matière de défense des droits de l'Homme ».

Homophobie en Ouganda

Le ministre ougandais de l'Éthique et de l'Intégrité a tenu des propos virulents contre les homosexuels, parlant d'un risque de « fin de la civilisation » et demandant un renforcement des lois contre l'homosexualité.

Suicide en prison

Un adolescent de 16 ans, détenu au quartier des mineurs de la maison d'arrêt de Metz-Queuleu, s'est suicidé dans la nuit de lundi à mardi 7 octobre, de source judiciaire.

Les salariés et la crise financière

Plus de 130 000 personnes sont descendues dans la rue, mardi 7 octobre dans de nombreuses villes de France à l'appel de six syndicats exhortant les salariés à se mobiliser « face à la crise. Un réveil des masses ?

Homophobie en Bosnie

Act Up-Paris apporte son soutien aux lesbiennes, gais, bi et trans, participants et organisateurs du Sarajevo Queer Festival qui ont été l'objet d'agressions physiques violentes en septembre dernier. Des menaces, d'autres exactions, voire de mort, planent toujours, tandis que le festival a été annulé.

Bouclier fiscal

Si 15 066 Français ont bénéficié du bouclier fiscal – qui limite à 50 % des revenus le niveau des impôts directs – une minorité d'entre eux (2 242) ont empoché 82,9 % des sommes reversées par le fisc, soit moins de 0,04 % des contribuables, selon un document demandé au ministère du Budget par le PS.

Deux euros sur trois payés au titre du bouclier fiscal vont aux ménages disposant de plus de 15 millions d'euros de patrimoine.

Recherche sur le sida

AIDES espère que l'attribution du Prix Nobel de Médecine à Françoise Barré-Sinoussi et Luc Montagnier « va donner un second souffle à la recherche contre le sida dans le contexte actuel de banalisation ». Act-UP, pour sa part, s'est félicité que Françoise Barré-Sinoussi partage la maternité de cette découverte avec son collègue et supérieur de l'époque, un fait bien souvent oublié depuis 25 ans ».

CHU de Toulouse

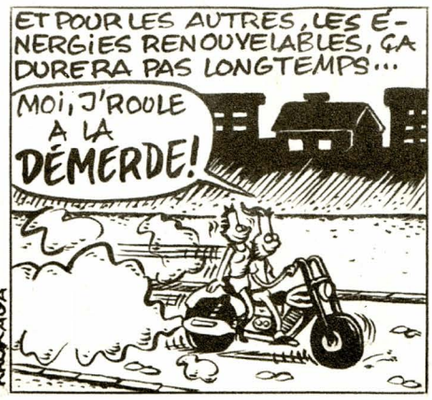
500 personnes se sont invitées à un conseil d'administration du CHU de Toulouse afin de dénoncer la déréglementation du temps de travail, prévoyant notamment un travail quotidien de 12 heures à l'appel d'une intersyndicale Sud-CGT-FO-CFDT. Le Collectif santé solidaire Toulouse (avec Act-Up, Ni pauvres ni soumis, Attac et Droit au logement).

Patrick Pelloux muté

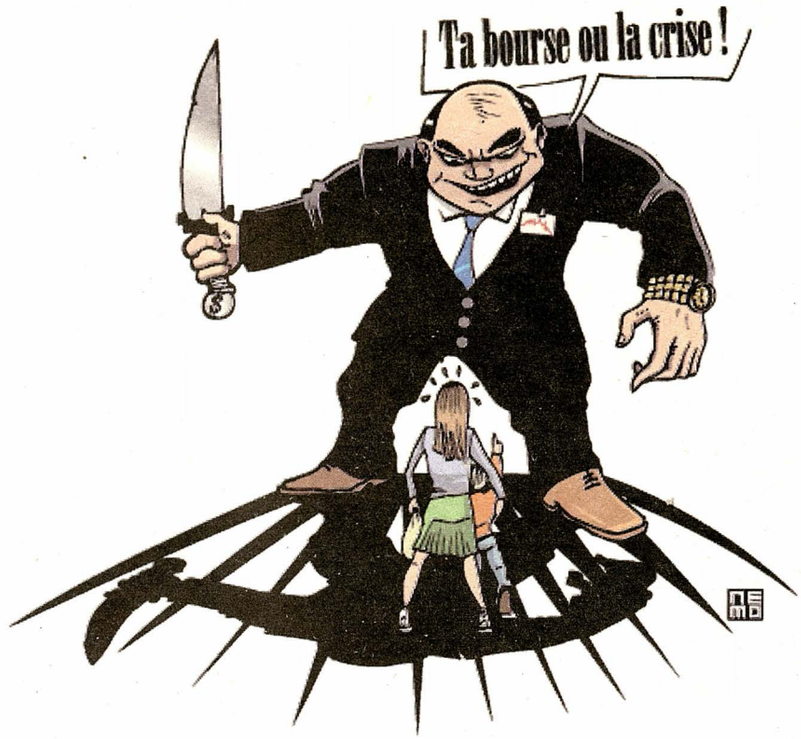
La mutation de l'urgentiste Patrick Pelloux vers le Samu de Paris sans qu'il en ait fait la demande est selon ce dernier « une mutation obligée par le harcèlement devenu un mode de fonctionnement dans mon service ». Une sanction disciplinaire à l'encontre d'un syndicaliste qui a dû subir « l'acharnement des chefs de pôles et des pontes des hôpitaux, pour l'atteindre moralement », selon l'*Humanité*.

Casse-toi, pauv'con

Pour avoir brandi une pancarte avec le message « Casse-toi pauv'con » lors de la visite de Nicolas Sarkozy à Laval le 28 août, Hervé Éon est poursuivi pour offense au président de la République (délit passible de 45 000 euros d'amende). Pour le soutenir, on peut signer (et faire circuler) la pétition. Hervé Éon sera présent à la conférence de presse du CODEDO (Collectif pour une dépénalisation du délit d'outrage), qui se tiendra le 21 octobre à 16 heures. Pour en savoir plus, consulter le site du CODEDO.



La crise pour qui ?



Pierre Sommermeyer

Écrire sur la crise un article de plus, pourquoi pas, mais par où prendre le problème ? Je ne suis pas un spécialiste de la chose bancaire, j'ai mon petit compte comme chacun d'entre vous, j'ai même un livret de caisse d'épargne, je fais partie de cette myriade de gens dont l'argent intéresse ma banque. Je n'ai pas souscrit de subprime ni acheté d'avoirs bancaires basés sur cette titrisation dont les experts disent tant de mal. Le fait que je vive en France me protège, m'a dit Mon Président. Le Tchernobyl financier aurait du s'arrêter aux frontières de l'Europe, raté mais les frontières françaises tiennent encore. Ouf ! Me voilà donc bien soulagé et confiant. Pourtant je me pose bien des questions.

Ces milliards de dollars

Je reste admiratif devant la technologie bancaire qui permet de sortir des coffres-forts 700 milliards de billets verts aussi soudainement. Soit ils étaient déjà fabriqués, attention le stockage ! soit ils ont été fabriqués juste maintenant, quelles machines stupéfiantes ! C'est un véritable tour de force qui est exécuté devant nos yeux. Quand je pense que lorsque je demande une augmentation mensuelle de dix euros, je vois la sueur perler sur le front de mon interlocuteur à la seule pensée de l'effort qu'il va devoir fournir, je reste baba. Peut être, après tout, que je n'ai pas demandé assez. J'ai essayé ces derniers temps de calculer le montant des dollars partis en fumée, ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les spécialistes. Je fais partie de ceux qui ont eu la chance d'apprendre le calcul mental à l'école, eh bien je n'y suis pas arrivé, je crois bien que je vais avoir besoin d'une calculette. Je vais tenter avec vous une petite addition. La banque centrale européenne (BCE) a mis à la disposition des banques 120 milliards d'euros. D'autre part, en même temps 210 banques ont demandé des liquidités pour un montant total de près de 142 milliards d'euros. Le gouvernement français vient de créer un fond de soutien aux petites entreprises de 22 milliards d'euros. Moi qui croyais que les caisses étaient vides. La banque centrale du Brésil vient de mettre onze milliards de dollars dans l'économie de son pays, je suis sûr que les Sans-terre vont sauter de plaisir. En écrivant ces lignes je viens de réaliser que vraiment j'étais mauvais, malhonnête. Au fond, j'assiste, et vous avec, à un Téléthon à l'échelle mondiale. Tous ces dirigeants sont prêts à me saigner aux quatre veines pour me donner l'impression qu'enfin mon argent sert à quelque chose. Donc je vais arrêter ce décompte obscène et vous parler de ce spectacle.

Le Téléthon de la crise

Pour certains, cette crise est une bénédiction. Il s'agit des médias. Pas un journal télévisé ou autre qui ne s'ouvre ou consacre une bonne partie de ses pages télévisuelles, internet ou papier à cette affaire. C'est mieux que n'importe quel événement. C'est le suspense absolu. Ce sont des images jamais vues. Des déclarations définitives qui sont obsolètes la minute suivante. C'est le feuilleton de l'année. Avec un peu de chances, d'un point de vue médiatique, on peut espérer que cela durera jusqu'à Noël. Il y a les bons, ce sont tous ces pauvres gens qui ont perdu leur maison ou leur boulot. Il y a les mauvais, tous ces grands patrons qui s'en sont mis plein les poches et leurs hommes de main qui ont fait le sale travail. Puis il y a les justiciers : nos fiers gouvernants qui gonflent leurs biceps, proclament qu'on va voir ce qu'on va voir et promettent de nettoyer les écuries d'Augias. Tout le monde est en place pour les épisodes suivants.

Il est vrai qu'avoir vu à la télé ces fiers « traders » quitter leur banque, avec juste un carton contenant leurs affaires personnelles entre leurs mains, nous remplit d'une certaine jouissance. C'est comme à la télé dans une série américaine, donc c'est la réalité !

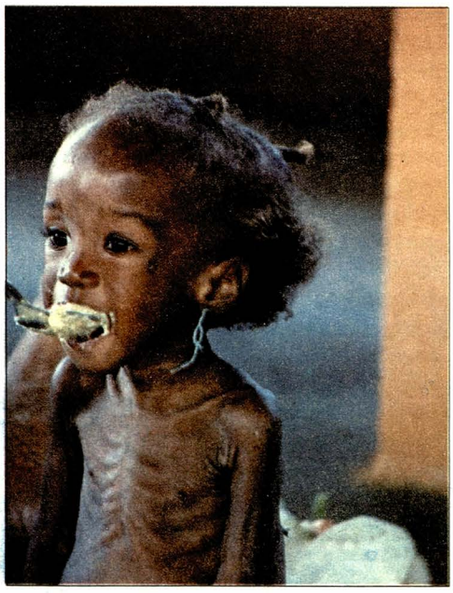
A partir de là, la tâche essentielle de nos médias adorés c'est de présenter cela comme s'il s'agissait d'une catastrophe naturelle. Cela est un vrai tour de force. Il ne faut surtout pas soupçonner le système bancaire d'être intrinsèquement mauvais. Il faut persuader le spectateur qu'il est acteur et bénéficiaire de cette grande opération humanitaire « Sauver le soldat Finance ». Et on dirait que cela marche pour le moment.

La crise et la révolution

Comme vous, je lis la presse pour savoir où on en est. Cette lecture me ragaillardit. Enfin nous avons des dirigeants et des journalistes qui ont des positions révolutionnaires, je pèse mes mots. Ce premier dimanche d'octobre la lecture du *Journal du Dimanche* m'oblige à reconsidérer mes positions politiques. En conséquence de quoi je propose que la Fédération.anarchiste fusionne avec l'UMP et de son côté la CNT fasse de même avec le Medef. Il apparaît en effet que les vrais révolutionnaires anticapitalistes sont là et non dans un quelconque NPA. Voici quelques citations, extraites de cet hebdomadaire (tiens comme le **ML**!), pour appuyer mes dires. L'aiguilleur en chef-adjoint parle de « capitalisme dévoyé », sans aucun doute M. Fillon est un connaisseur. Le député UMP Fourgous ajoute: « voyous spéculateurs », son collègue Briand parle de son côté de « pratiques immorales » et enfin le rapporteur de la commission des finances s'engage à remettre de l'ordre dans « un système dont les effets pervers ne se comptent plus ». Briand, toujours lui, pense qu'il n'est plus tolérable de donner tant d'argent à des gens qui mettent des milliers de salariés sur le pavé, il ajoute que plus jamais les salariés ne reviendront en arrière: « plus jamais ils n'accepteront d'être pris en otages ».

Cheminots, banquiers même combat ?

Pour Fourgous, encore, le temps viendra de régler « leur compte à ces zouaves de la finance ». Entonnons maintenant tous ensemble, tous ensemble: C'est la lutte finale! Au Médef, cela bouge aussi. Selon le journaliste du *Journal du dimanche*, Laurence Parisot s'apprête à conduire « une spectaculaire révolution dans le monde des hauts revenus ». Elle va tout interdire, si, si! Elle a intérêt car ce même journal ajoute: « si les patrons français ne lui apportent pas mardi sept octobre un plan cohérent pour remettre à plat toute les rémunérations patronales, Nicolas Sarkozy appuiera sur le bouton nucléaire ». Maintenant je commence à avoir peur. Je suis sûr que quand vous lirez ces lignes un sursis aura été donné à cet ultimatum. Avec tout cela, les anarchistes sont doublés sur leur gauche. On vient de changer de monde sans avoir été prévenu, un comble!



Aujourd'hui quel capitalisme ?

Il est temps de redevenir un peu sérieux, un retour aux fondamentaux est nécessaire. J'ai lu ailleurs que Sarkozy voulait refonder le capitalisme. De source bien informée, le barbu qui est enterré à Londres refuserait de recommencer son ouvrage sur ce sujet. Donc la voie est libre pour notre Tsarkozy. Nous avons connu le capitalisme pur et dur, puis le capitalisme d'État, puis l'État qui nationalise, essentiellement ce qui apparaissait comme des services publics. Aujourd'hui nous sommes devant un cas de figure différent. Le concept qui conviendrait, semble-t-il est celui de « capitalisme assisté ». Les États ne sont pas dans une situation où ils peuvent juste faire ce à quoi ils seraient destinés par le capitalisme classique, c'est-à-dire afficher une neutralité positive à son égard. Les dirigeants politiques doivent mettre leurs mains dans le cambouis, à leur grand désagrément, pour relancer une machine qui risquerait de les emporter si d'aventure elle s'effondrait. D'autre part ils sont obligés, au moins en mots, de justifier leurs interventions en s'engageant à sanctionner les « coupables » et à contrôler dorénavant un secteur dans lequel ils n'ont aucune légitimité. Ce qui apparaît clairement ces derniers jours c'est que personne n'est en mesure de connaître l'étendue du désastre financier ni de prévoir les conséquences que cela pourra avoir sur l'économie « réelle ».

Les leçons de la crise

Qu'a-t-on appris ? D'abord et avant tout que le tandem Banque/Police peut expulser des milliers de gens de leur maison sans que l'ordre public soit troublé par des résistances intempestives. Les estimations indiquent que plus de deux millions de familles ont été virées, c'est-à-dire huit millions de personnes au moins. Cela montre à quel point les pseudo-valeurs du capitalisme ont réussi à imprégner la conscience des Américains. Cela montre aussi à quel point la passivité, production majeure du capitalisme, est rentrée dans nos vies. L'autre leçon donnée par cette crise, c'est la démonstration pour ceux qui en avaient besoin que le libéralisme économique est une impasse qui peut être catastrophique. Il est probable, lorsque les différents pouvoirs publics auront réussi à stabiliser la situation, que les libéraux pointeront à nouveau le bout de leur nez pour revendiquer cette « réussite ». Ce flot d'argent, déversé tous ces jours-ci, démontre par l'absurde que les discours sur la balance des paiements, les critères de Maastricht, le déficit public, sont de la foutaise. On peut aussi se demander qui paiera les pots cassés ou plutôt comment nous, les petits, paierons-nous cette débauche. Pour terminer ce qui ressort de toute cette histoire, c'est que les dirigeants du monde mentent, à nous on le savait depuis bien longtemps, mais ils se mentent aussi à eux même. Ils se racontent des histoires. Ils y croient dur comme fer. Et quand leur discours est nu, ils pleurent dans le micro, ils ne savaient pas. Pitoyables. **P.S.**

DéDé au pays de Oui-Oui :

Le développement durable entre com'et lobbying

Il fut un temps, le slogan d'un yaourt qui surfait déjà sur l'image du bio, disait : « ce qu'il fait à l'intérieur se voit à l'extérieur ». La proposition pourrait presque être reprise, inversée, pour la SNCF, qui réorganise son intérieur à compter du 1er octobre, en fonction d'un objectif extérieur marketing ; donc idéologique. C'est ce que montre l'exégèse du dernier organigramme présenté.

Jusqu'alors en effet, la SNCF n'avait pas manqué de promouvoir le développement durable (familièrement appelé « DD », travesti ci-après en « DéDé »), qu'elle avait placé dans son organigramme au sein d'une Direction de la Stratégie, du Développement Durable et des Affaires Européennes. Au moins cet intitulé mettait-il en avant la noblesse du concept de stratégie, avec l'idée de réflexion(s) qui le sous-tend.

Foin des subtilités désormais ! Seul compte le résultat financier, par tout moyen, à commencer par l'idéologie pour pénétrer les esprits. Ainsi, DéDé s'affiche aujourd'hui comme ce qu'il est – un axe de la com – au sein d'une Direction Générale Déléguée Développement Durable et Communication ; laquelle n'a même pas été confiée à l'ancien directeur DD, mais bien à l'ancien DirCo, qui s'affirme ainsi comme le seigneur des lieux. La justification donnée au Comité d'Entreprise est « la meilleure valorisation, en termes de positionnement de la SNCF champion de l'écomobilité, des politiques conduites et actions réalisées ».

Lors de la semaine européenne de la mobilité (du 12 au 14 septembre dernier), la SNCF s'est ainsi rendue visible avec sa nouvelle campagne marketing : « tous écomobiles avec la SNCF ». On notera une fois de plus que le terme de transport, qui renvoie à l'action physique, concrète, est définitivement sorti du discours, pour celui de mobilité beaucoup plus ambigu[1]. Ensuite, le prospectus de la SNCF vante comme action forte les « 15 millions d'euros consacrés au financement des entreprises innovantes et au développement de nouveaux services ». On n'en saura pas plus, mais avouez que ça en jette !!! Pour mesurer néanmoins la portée de cet effort financier, un parallèle suffit : l'équipement des 11 000 contrôleurs en appareil de contrôle et répression (la pince, le terminal de paiement et l'ordinateur de poche permettant le contrôle des titres électroniques, l'établissement des procès-verbaux, etc.) aura coûté autour de 25 millions d'euros et représente 80 % du coût d'équipement du contrôleur présenté par ailleurs comme un agent commercial[2]. On voit mieux où sont les véritables priorités…

À côté de cette nouvelle place pour DéDé au sein de la Com' la Stratégie est elle aussi clairement réorientée pour se fondre dans une Direction Générale Déléguée Stratégie et Finances. Le fric pour seule réflexion : voilà rien que de très classique dans une optique capitaliste sous idéologie de la croissance. Les insolents pourraient même reprocher à la SNCF d'oublier là son slogan marque actuel : « SNCF des idées d'avance »[3].

Enfin, pour terminer, la Direction des Affaires Européennes est rattachée au Secrétariat Général aux Affaires Publiques, justifié au comité d'entreprise comme « la recherche d'une plus grande synergie entre les équipes ayant en charge l'influençage [francisation éclairante de l'anglais lobbying] ». De nouveau tout est clair et décomplexé. À l'instar de ces femmes allégories dont regorge l'art académique du XIXe siècle, l'association entre influençage et affaires publiques laisse voir, dans l'éclat de leur nudité et les promesses de leurs lourdes mamelles, les plus hautes vertus de la démocratie représentative !

En plus populo : quand DéDé entreprend la Marianne, c'est pour qu'elle force ses ouailles – mais pas son clergé ! – à redoubler leur écot. De quoi modifier légèrement le slogan de Dédé : « Toujours les mêmes écot-mobiles avec la SNCF » !

Sitta Neumayer
Gr. Louise-Michel de la Fédération anarchiste et SUD Rail

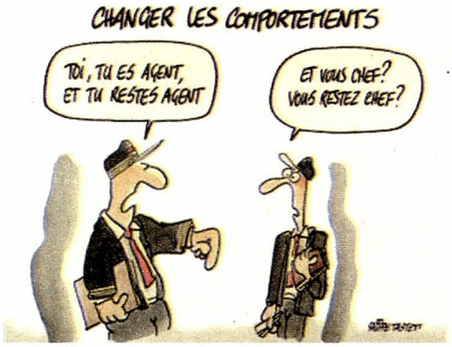
---

1. Cf. les articles récents de Dr Martius : « Du transport à la mobilité : déplacements à corps perdus ! », *ML* n° 1480 (juin 2007), « Le « Pro » : figure de classe, de 1re classe ! », *ML* n° 1503 (février 2008), « Petite chronique de la mobilité dans les transports », *ML* n° 1510 (mars 2008), « Corps en transports contrôlés : une civilisation de mal élevés », *ML* n° 1522 (juin 2008), tous consultables sur la page du groupe Louise Michel de www.federation-anarchiste.org

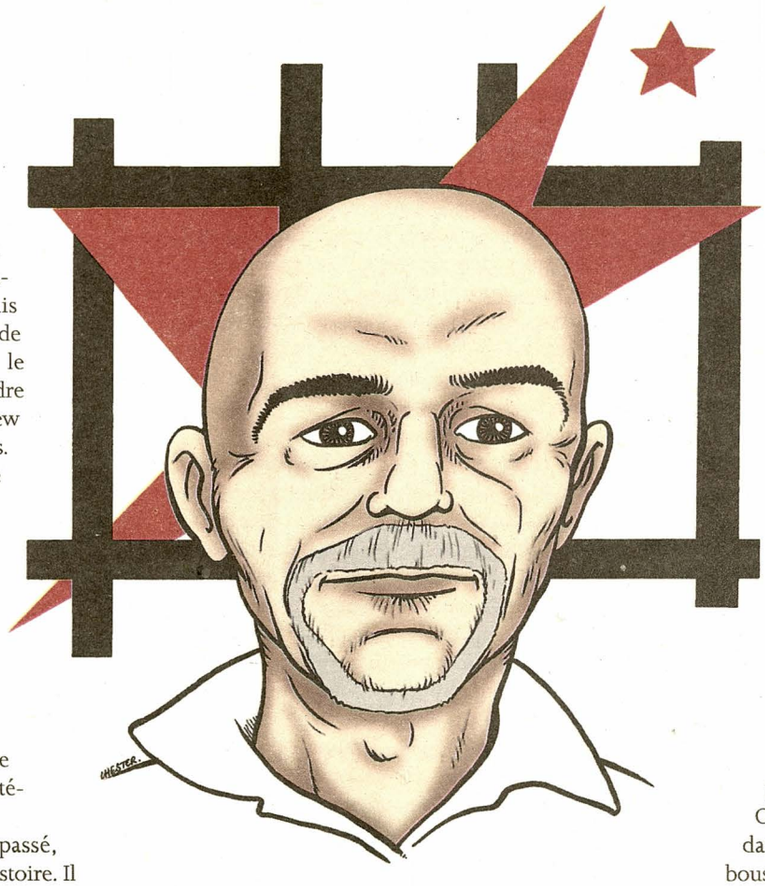
2. Cf. la brève parue dans le *ML* n° 1528 du 9 octobre 2008

3. Incidemment, on notera que le slogan marque initial était « donner au train des idées d'avance ». Sans doute faut-il voir dans la disparition de la référence au train, le même mouvement que pour le terme de transport : tout ce qui renvoie aux conditions concrètes, humaines et matérielles, de l'action du déplacement, est banni. C'est le règne de la mobilité superstar.

Retrouvez tous les articles des membres du groupe Louise-Michel sur la page du groupe du site : www.federation-anarchiste.org



Rouillan en prison express



Jean-Marc Rouillan ne passait plus que ses nuits et ses week-ends en prison depuis décembre 2007. Son régime de semi-liberté a été suspendu le 2 octobre pour « trouble à l'ordre public », suite à une interview accordée au magazine L'Express.

Plusieurs mois avant le « scoop » de **L'Express**, Jann-Marc Rouillan, double écrivain de Jean-Marc Rouillan, avait accordé une longue interview au *Monde libertaire* et au *Mague*. L'entretien publié dans nos colonnes le 14 février 2008 revenait sur les années d'enfermement, sur les premiers contacts avec le monde « libre », sur sa vie littéraire.

Tout en assumant son passé, Rouillan a tiré les leçons de l'histoire. Il a tourné la page Action Directe avec lucidité pour continuer sur d'autres chemins. « J'ai la ferme intention de continuer à rêver… et donc à lutter », nous déclarait-il. On peut douter que le futur Nouveau parti anticapitaliste (NPA) imaginé par la LCR soit la meilleure des chambres à rêves, mais Rouillan est libre de militer là où il veut après avoir payé pour ses actions passées. Plus de vingt ans de prison, dont un paquet d'années en isolement total, c'est une belle facture.

Depuis décembre 2007, Rouillan coulait des jours presque paisibles à Marseille entre les Baumettes et la maison d'édition Agone où il préparait notamment la suite de ses mémoires. La publication d'une interview dans *L'Express* et le tonnerre médiatique qui a suivi (au secours Rouillan « ne regrette rien »!) a mis des pelles de sable dans les rouages d'une réinsertion déjà difficile. Tout le monde y va de son couplet: « Rouillan rêve du grand Soir », « L'assassin indécent ». Les formules fusent et l'on se demande ce que les journalistes ont bien pu découvrir de neuf entre les lignes de cette interview assez banale. Les « révélations » de Rouillan ne sont pas un scoop pour qui suit un minimum ce dossier ou qui prend la peine de lire les livres du taulard écrivain.

L'une des raisons qui fait que le Parquet de Paris a finalement suspendu, le 2 octobre, la semi-liberté de l'ex-militant d'Action directe tient sans doute dans le titre d'un éditorial du journal *La Croix*: « Rouillan, terroriste non repenti ». Voilà toute l'affaire. Englués dans le catholicisme le plus étriqué, la justice, la classe politique et les médias ne laisseront jamais en paix ces militant-e-s qui refusent d'avancer à genoux, tête baissée, pour demander pardon. Rouillan devrait s'incliner plus bas que terre, se flageller et brûler des cierges pour qu'on le laisse tranquille. Quel article du code pénal prévoit qu'une personne qui a purgé sa peine (et même un peu plus…) doit, en prime, faire pénitence et se retirer dans un monastère? Rouillan a payé sa dette. Basta!

Il faut de bonnes pinces à linge sur le nez pour surfer sur le net en ce moment. Il y a des commentaires particulièrement savoureux. Ils sont beaux tous ces bourreaux de salon qui aimeraient, plus ou moins secrètement, que l'on raccourcisse Rouillan. Pas de bol pour eux, la « veuve » est à la retraite. Grandes âmes, ces ardents défenseurs de la vie restent muets quand il s'agit de dénoncer les assassins à plein temps, fauteurs de guerres, marchands de canons, affameurs et autres escrocs financiers qui vampirisent le monde. Soyons certains que celles et ceux qui s'en prennent à Rouillant aujourd'hui sont en partie les mêmes que celles et ceux qui saluaient la libération « pour raisons humanitaires » de Maurice Papon.

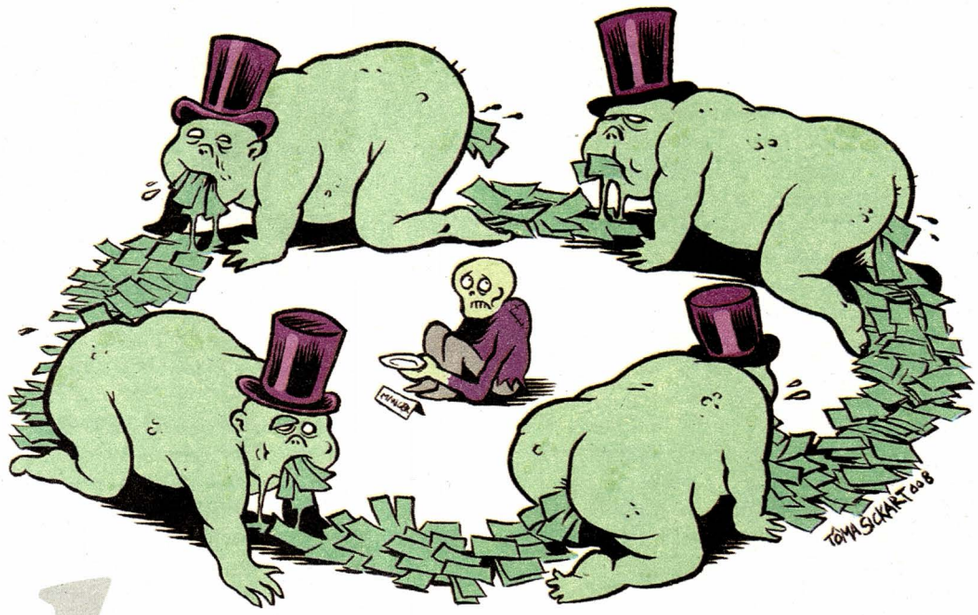
Pour Jean-Louis Chalanset, avocat de Rouillan, la demande de révocation « n'est pas fondée sur le plan juridique. C'est un prétexte pour le faire taire. Le Parquet a toujours été contre sa semi-liberté, contre ses permissions ». Côté LCR, l'embarras de certains face à l'emballement médiatique est visible, alors on joue les pucelles effarouchées. Celles et ceux qui affichent le Che dans leur chambre sont un peu bousculé-e-s par l'arrivée de celui qui prit à la lettre le mot d'ordre guévariste « Créer deux, trois, plusieurs Vietnam! » De là à penser, comme le souffle François Hollande, premier secrétaire du PS, que « cet adhérent-là est vraiment encombrant ».

Un juge d'application des peines révoquera ou non la semi-liberté de Jean-Marc Rouillan à l'issue de l'audience qui se tiendra le 16 octobre. Une date qui comptera dans la vie du détenu qui veut présenter une demande de libération conditionnelle en décembre. Sans avoir la moindre goutte de sang guévariste dans les veines, sans être communiste (du moins dans aucun des sens où l'entendent Rouillant, Besancenot ou Buffet), on peut estimer que la voix de Jean-Marc Rouillan mérite d'être écoutée. Aussi tortueuse et aventureuse qu'elle paraisse, cette trajectoire appartient à notre histoire commune. On peut admettre encore que nous sommes majeurs et vaccinés, donc en âge d'entendre certaines choses, d'en prendre et d'en laisser. Évoquer le « trouble à l'ordre public » pour faire taire une voix discordante dans le concert libéral très avancé, c'est prétendre qu'un chien a la rage pour pouvoir l'abattre en toute quiétude.

Paco

Monnaie, banque et finance

approche proudhonnienne



Jacques Langlois

La crise financière et économique mondiale née officiellement en août 2007 (en fait fin 2006) fait replonger dans les préconisations de Proudhon. Les positions de notre auteur sont éparses dans son œuvre. Cependant, on les trouve plus systématisées dans son ouvrage *La solution du problème social*, dans la 3e édition du *Manuel du spéculateur à la Bourse* et dans son projet de « Banque du peuple ».

Chez les libéraux, la monnaie n'est qu'un voile. Cela signifie qu'elle n'a qu'un rôle d'étalon de mesure de la valeur, de moyen de paiement et d'instrument de réserve de valeur. Proudhon observe que la détention de monnaie (le capital financier) est une réserve de puissance, bien au-delà de la thésaurisation et de la conservation du patrimoine. L'argent est aussi un stock de valeur affectable à différents usages, dont l'investissement. Mais c'est aussi un moyen de corruption des représentants politiques, de spéculation, d'enrichissement sans cause, de domination sur ceux qui en sont dépourvus. Mais la monnaie demeure le meilleur moyen de réalisation des échanges économiques, d'investissement et d'augmentation de la vitesse de circulation de la production.

Chez Proudhon, la monnaie est avant tout une institution collective, une création sociétale; elle sert à la circulation des biens et marchandises grâce à un équivalent général de mesure de la valeur fondé sur la confiance des acteurs socio-économiques. Cette confiance généralisée est sociale par construction, par définition une « force collective », une représentation commune. L'organisation même de la circulation monétaire est un processus social dont nul ne saurait avoir le monopole, ni l'État, ni les banques privées, pas même la Banque de France qui, à l'époque, était d'ailleurs privée. La monnaie, dont l'origine et le mode de circulation sont sociaux, doit donc être socialisée, mutualisée, fédérée, ce qui signifie que les conceptions financières de Proudhon sont indissociables de son fédéralisme politico-économique.

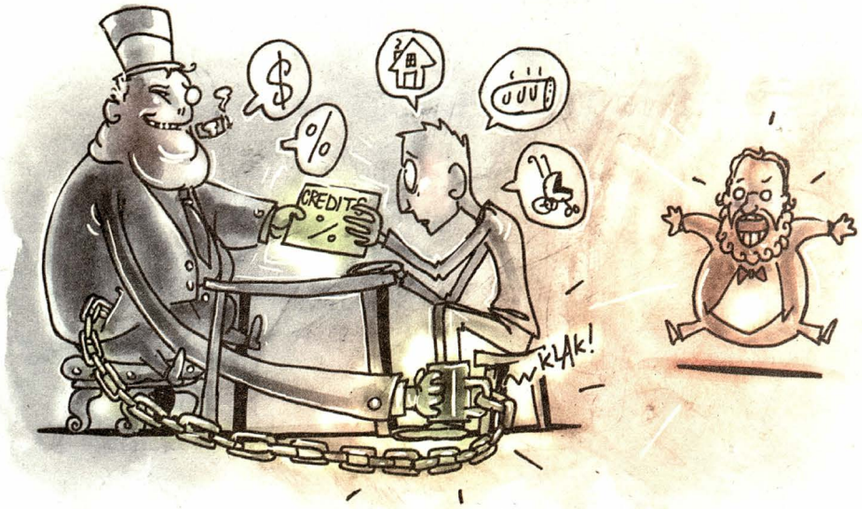
Proudhon observe que la détention d'un stock de monnaie ou capital financier offre à ses propriétaires un privilège énorme, celui de la liquidité. Le « capitaliste » se trouve dans une relation de pouvoir asymétrique avec ceux qui n'ont pas d'argent et en ont besoin pour un achat ou un investissement. Il en profite pour fixer ses conditions à l'emprunteur qui n'a pas le choix. L'argent est donc non seulement une réserve de précaution mais encore et surtout un instrument inégalitaire de pouvoir, un moyen de puissance sans contrepartie, un vecteur d'asservissement. L'argent-capital en tant que propriété privée procure un pouvoir sur les autres alors que sa fonction est sociale et doit être mise au service de tous. Du coup, la justice est mise à mal ainsi que la liberté. Le financier chez notre penseur social est ainsi non séparable de sa conception d'un régime sociopolitique fondé sur la liberté et la justice.

Proudhon observe que dans les sociétés modernes, ce n'est pas l'argent qui est le

principal facteur du dynamisme économique, mais le crédit. Ce dernier permet d'avoir tout de suite ce dont on a besoin et qu'on ne peut pas payer d'un seul coup. Il permet d'acheter commodément des biens durables ou d'investir en étalant la dépense dans le temps par le biais de l'amortissement de l'emprunt. Le crédit accélère donc la circulation économique et l'échange, de même que l'investissement. Le crédit dans les sociétés capitalistes est rémunéré par le paiement d'un intérêt soi-disant présenté comme la contrepartie d'un risque pris par le banquier ou le prêteur. Le taux d'intérêt dépend certes de la demande et de l'offre de capitaux, mais il dépend aussi des rapports de force, des abandons consentis aux opérateurs privés par la puissance publique et des prédations bancaires (ou des organismes de crédit) qui, comme tout le monde maintenant, exigent 15 % de rémunération de leur argent. D'ailleurs, il suffit de constater les choses : les crédits à la consommation par carte de crédit en quelque sorte « revolving » (Cetelem, Cofidis, Sofinco, Cofinoga, etc.) atteignent des taux d'intérêt de 16 à plus de 20 % sans que les pouvoirs publics ne s'en émeuvent. L'intérêt est aussi justifié par les libéraux au nom de la préférence pour le présent, c'est-à-dire que consommer maintenant en empruntant reporte les choses dans le temps alors que la valeur actuelle du prêt est plus grande que dans le futur, sans même parler de la dévaluation de la monnaie. Sans doute, mais le temps compte pour tout le monde et il n'y a pas de raison pour que seuls les capitalistes financiers exploitent la préférence pour le présent.

Par ailleurs, cette préférence reste à démontrer puisque très souvent les investissements montrent au contraire une préférence pour le futur, soit parce que l'on espère une rentabilité supérieure, soit parce que l'on veut laisser une trace dans l'histoire par exemple avec un beau monument, soit pour épater la galerie par une dépense ostentatoire.

Contre ce système capitaliste fondé sur la rentabilité des capitaux prêtés, Proudhon se



révulse. Il observe déjà que ce n'est pas le banquier qui prend les risques réels. En fait le banquier les « mutualise », les défaillances étant couvertes par tous les autres emprunteurs, à la différence près que cette mutualisation n'est qu'un foisonnement assurantiel des pertes, qu'un calcul financier d'intérêts à base de probabilités et de statistiques, très loin de tout projet moral de solidarité et de réciprocité, de tout projet politique d'équilibration des rapports de pouvoir.

Par ailleurs, le banquier prend d' immenses précautions : gages, hypothèques, nantissements, réception des revenus de l'emprunteur. Où est le risque ? Il est en fait chez l'emprunteur qui peut pour des raisons diverses se trouver dans l'impossibilité de rembourser. Dès lors, l'intérêt n'est pas la rémunération d'un risque mais un prélèvement indu sur la production future de l'emprunteur. Dès lors, la prise de risque n'est pas un acte individuel du banquier, mais un processus social et assurantiel de couverture mutuelle. Enfin, ce n'est pas le banquier qui fait confiance à l'emprunteur ; c'est ce dernier qui croit malencontreusement que son banquier prend à cœur son intérêt. Pour ces raisons Proudhon pense que le crédit doit être socialisé et « gratuit », c'est-à-dire que le taux d'intérêt disparaît au profit, si j'ose dire, d'agios limités aux frais de gestion.

Ce n'est pas tout. Notre auteur analyse le mécanisme du crédit. C'est un multiplicateur économique qui accélère la circulation et les échanges. Prenons un exemple. J'ai reçu 10 000 euros (ce qui ne fait que déplacer l'argent), je les mets en dépôt chez un banquier, lequel par ailleurs grâce à la bienveillance des gouvernants au service du capital, ne me verse aucun intérêt. Ledit banquier va pouvoir prêter disons 90 % de ce dépôt (les 10 % manquant sont dus au fait que les banques sont tenues à disposer de « réserves obligatoires » pour faire face aux remboursements des dépôts). Notre dépôt initial de 10 000 euros, en monnaie réelle et certifiée par l'État, ayant donné lieu à un prêt de 9 000, ces 9 000 peuvent générer aussi 90 % soit 8 100 de nouveau prêt à un troisième larron. Et ainsi de suite, ce qui fait qu'une même somme déposée en en argent réel produit un volume de crédit imaginé très supérieur à son montant initial. Proudhon, évidemment, ne voit pas de raisons à ce que ce processus multiplicateur, dont l'origine est sociale, soit privatisé par des banques ou confisqué par l'État. La chose est d'importance puisque aujourd'hui 80 % de la masse monétaire en circulation provient de la monnaie de crédit ou monnaie scripturale ; la monnaie gagée sur du réel n'est donc plus qu'à 20 % au maximum. Si l'on tient compte des sommes en circulation avec la masse monétaire internationale de crédits (hypothèques et prêts en tout genre, dont LBO, titrisés, promesses de vente ou d'achat à terme, produits dérivés, etc.) on arrive à la somme fabuleuse de 40 fois le PIB mondial

de 50000 milliards de dollars. Il est clair que cette masse de crédits ne repose sur rien de tangible car la monnaie n'est plus assise sur quoique ce soit de réel et physique depuis 1973, date de l'abandon par les USA de l'étalon de réserve-or et début des monnaies dites flottantes. Par ailleurs, les gouvernements se sont échinés, socialistes en tête, à supprimer toutes les règles pouvant contraindre la finance mondialisée, créant ainsi le risque systémique dû au tout financier conjugué avec la libre circulation financière sur le globe tout entier et avec la rapacité des fonds de pension capitalisés en titres boursiers. Avec le résultat que l'on constate : quand un fil de l'écheveau a été tiré, toute la pelote se défait.

C'est la raison pour laquelle Proudhon se proposait, en enlevant la finance aux banquiers et aux assureurs, « de faire mourir la propriété à petits feux ». Aux yeux de notre financier libertaire, s'il y avait un seul secteur économique à socialiser, mutualiser et fédérer, ce serait naturellement la finance. Cependant, la réorganisation solidariste de la finance chez Proudhon ne saurait être séparée de la mise en place d'un ensemble de contre-structures régulatrices et coordonnatrices de l'activité économique. Ainsi, dans l'ordre socio-économique notre auteur préconise des contre-structures opposées au laisser-faire libéral : lois qui « font la police et laissent faire la boutique », docks, moyens de stockage, magasins généraux, expositions générales et foires autogérées, statistiques et mercuriales comparatives, comptabilité publique et privée, coopératives, assurances mutuelles, loyers ou fermages comme leasing (les payer fait que le locataire devint propriétaire au bout d'un certain nombre d'annuités), banque du peuple assurant le crédit et créant une monnaie fondée sur les biens matériels et leurs encours, éducation populaire, formation permanente, associations culturelles, autonomies locales, etc.

Proudhon voulait socialiser et mutualiser la finance à la fois sur la base de l'intérêt mutuel et sur les valeurs de solidarité et de coopération en créant la Banque du peuple assurant le crédit gratuit et développant une monnaie de circulation, d'échange et de crédit assise sur des gages réels et sur la mise en réseau coopératif des acteurs sociétaux. La solution était simple : apports de personnes devenant ainsi coopérateurs sous forme de souscription de certificats de dépôt ou sous forme de titres représentant des matières et des produits, échanges financiers sous forme de lettres de change transmissibles au sein du réseau de producteurs, commerçants, consommateurs et payables à échéance par la banque au dernier détenteur en monnaie légale. Entretemps, les lettres de change peuvent être rédigés en monnaie parallèle, sans cours légal ou forcé (appelons-la le proudhon) avec les effets multiplicateurs de crédit décrits plus haut dus à leur circulation et aux possibilités d'escompte entre échangistes. C'est pourquoi en bout de course avec cette circulation accélérée de la monnaie de crédit, il n'y a plus qu'a convertir le solde en monnaie légale, solde très inférieur au montant ayant circulé.

Proudhon analyse que la monnaie en régime capitaliste de son époque est en dernière instance fondée sur une garantie réelle, à savoir le stock physique d'or (ou aussi l'argent à une époque donnée) de la banque centrale (étalon or). L'or a été pris comme étalon pour des raisons de commodité : il est imputrescible, durable, stockable, transportable, divisible en pièces circulant facilement. Notre penseur et homme d'action estime que le gage physique de la monnaie circulante peut être une matière autre que le métal précieux. Proudhon a une idée géniale : ce sont les marchandises, les produits finis ou semi-finis, les matières premières qui peuvent constituer une grosse part des fonds de garantie de la Banque du Peuple par rapport à la monnaie qu'elle émet et aux prêts qu'elle consent. Par cette monnaie gagée sur la production et ses intrants ce sont les producteurs et les consommateurs, les prêteurs et les emprunteurs qui se garantissent mutuellement. De plus, la banque du Peuple est une sorte de coopérative socialisée et mutualisée cogérée en mains communes entre toutes les parties prenantes, bien au-delà d'un groupe de technocrates ou de banquiers. Le conseil de surveillance de la Banque du Peuple, composé donc d'une représentation directe des intéressés, doit faire le maximum pour conserver sa monnaie en étalon et en réserve de valeur dignes de confiance. Il dépend d'un réseau socialisé de producteurs, de commerçants, d'acheteurs et d'emprunteurs organisés en coopérative de crédit. Par ailleurs, les garanties physiques de la banque ont encore pour énorme avantage de stabiliser les cours et les prix, puisque les valeurs stockées peuvent être réalisées au moment le plus favorable et en fonction de la demande que la dite banque permet de réguler dans le temps. On peut aller, comme l'a proposé le courant abondanciste (journal *La grande relève*), jusqu'à payer les salariés avec des bons de circulation directement gagés sur leur production, ce qui permettrait d'empêcher tout écart entre la demande et la production puisque la première serait mécaniquement calibrée sur la seconde.

Il est clair que la proposition de Proudhon fut raillée par les capitalistes et les gouvernants qui firent toujours tout ce qu'ils purent pour empêcher sa réalisation. Marx qui n'a rien compris au crédit, misant tout sur le capital productif des sociétés par action, s'en moqua aussi. Et, plus surprenant, les syndicats s'en désintéressèrent. Les syndicats veulent du pouvoir d'achat tout en ignorant le mode même d'extraction de la plus-value dans le capitalisme financier moderne et son caractère pervers. Espérons que la crise leur donnera enfin à réfléchir, comme aussi aux soi-disant partis de gauche, même le NPA.

Les bonnes idées ne meurent pas et celles de Proudhon furent appréciées par Silvio Gesell et lord Keynes. Les « Sels » (système d'échange local) actuels sont proches des conceptions de Proudhon en matière d'échange et de financement mutuel et solidaire. L'idée demeure valide et plus que nécessaire aujourd'hui. Notamment, le tiers secteur social a bien besoin de financement pour se développer.

J. L.

De la grève de la vie, à la vie de grèves

Regard jeté sur une possible réconciliation

Regis Duffour

« Ce qui est terrifiant dans les dictatures modernes, c'est qu'elles constituent un phénomène entièrement sans précédent. On ne peut prévoir leur fin. Autrefois, toutes les tyrannies se faisaient tôt ou tard renverser, ou à tout le moins elles provoquaient une résistance, du seul fait que la "nature humaine", dans l'ordre normal des choses, aspire toujours à la liberté. Mais rien ne garantit que cette "nature humaine" soit un facteur constant. Il se pourrait fort bien qu'on arrive à produire une nouvelle race d'hommes, dénuée de toute aspiration à la liberté, tout comme on pourrait créer une race de vaches sans cornes. »

George Orwell

Pour trouver de vrais démocrates il convient sans doute, bien souvent, de les chercher parmi ceux qui ne nourrissent plus d'illusions pour cette « démocratie » et qui ne la nourrissent pas par le vote. Étant entendu que « voter à droite » est un pléonasme et que la « droite » est le versant le plus ouvertement totalitaire de la tyrannique machine électorale. Voilà les bases jetées. Si vous n'en convenez pas, passez votre chemin !

Selon la hiérarchie des moyens dont chacun dispose, quand les gouvernants, les industriels, les bureaucrates et la bourgeoisie autoritaire violentent l'ensemble de cette société, les étudiants et les salariés en grèves portent, le plus souvent, la lutte sur des problèmes inessentiels. Ils en minimisent du moins la portée.

D'autres se terrent, apeurés, s'ils ne sont pas hostiles aux contestations. Cependant, de leur part, il faudra attendre de franches hostilités lorsqu'ils seront certains de pouvoir compter sur la protection des forces de police. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas sur notre territoire de conflit armé qu'il n'y a pas une Guerre. Elle est faite au genre humain. L'indifférence consiste à nier la guerre, elle vaut approbation de la force la mieux armée.

En somme chacun agit selon les moyens matériels dont il dispose et les arguments relèvent de l'argutie dès lors qu'ils ne servent pas le genre humain mais son groupe d'appartenance. Les salariés et les étudiants, dans leur grande majorité, ne semblent pas suffisamment accablés par la misère pour envisager de riposter sur le tout. Toutefois au sein même de cette contestation, disons-le, inoffensive, il y a des discordances et cela prêterait assez à rire qu'on puisse se déchirer lorsqu'on ne représente pas la plus petite menace. Mais peut-être entend-on ne rien menacer ? Ces enfants craignent-ils l'âge d'Homme ?

Il y a parmi ces forces contestataires des organisations politiques et syndicales qui n'ont de révolutionnaire que le nom : LO, LCR, CGT, CFDT etc. De toute évidence, et afin d'éclairer d'entre les jeunes gens animés de belles intentions les plus naïfs, il faut convenir que ces organisations n'entendent pas renverser ce monde. Leur objectif est d'obtenir leur part. Voilà qui ne souffre plus aucune contestation. Il ne resterait de révolutionnaires que les anarchistes.

Quoi qu'ils sont les moins nombreux ils trouvent cependant le moyen de ne pas s'entendre. Ils demandent l'abolition de l'État et s'entre-déchirent pourtant sur des questions de second ordre ce qui laisserait à la supposition qu'ils sont finalement assez peu nombreux à souhaiter et à œuvrer pour une telle abolition. Il sera bien temps de décider des questions subsidiaires lorsque l'objectif principal sera atteint car de toute évidence, et pour ne prendre qu'un exemple, je doute qu'on montre plus de prédispositions à atteindre cet objectif selon qu'on est spéciste ou antispéciste ou qu'on est végétarien ou qu'on ne l'est pas.

Comme il se doit ce n'est pas au sommet de cette hiérarchie où l'on a pourtant les moyens matériels et politiques de renverser l'ordre odieux de ce monde que l'on trouve des hommes véritables. Les nommer pour ce qu'ils sont porterait à les craindre pour ce qu'ils font.

Toute la croyance et l'héroïsme du citoyen porte sur sa responsabilité dans le tri sélectif des déchets. De toute évidence s'il y a des déchets à trier c'est dans les ministères, les entreprises, les laboratoires, les administrations.

Ils étaient des centaines de milliers à en découdre avec la police, en 1926, dans les rues de Paris, pour défendre la vie de deux réfugiés italiens condamnés injustement à mort par l'État américain, Bartolomeo Sacco et Nicolas Vanzetti. Ils étaient tout autant dans les rues de Buenos Aires, en Italie et aux États-Unis. Ces gens avaient une conscience d'appartenance à une humanité oppressée par la mondialisation du crime et la rapine impérialiste. À l'heure où la mondialisation est économique, il y a un siècle la mondialisation était séditieuse et humaine. Les sociétés se sont décivilisées et les peuples déshumanisés. Combien de manifestants de part le monde lorsque les impérialistes, chaque jour, attentent aux jours de nos semblables ? Combien de manifestants et avec quelle détermination agissent-ils ?

Berthold Brecht pouvait alors formuler quelques paroles de raffermissement à l'attention d'une utopie encore vive et des vivants « nos défaites ne prouvent rien sinon que

nous n'étions pas assez nombreux » et de frapper de honte ceux qui n'étaient pas venus. Aujourd'hui la plupart n'ont jamais esquissé le moindre pas et ils se réfugient dans un accommodement de bons sentiments factices, de désœuvrements sans l'ombre d'un combat, de rires stupides et fascistes, de dénigrement de soi et d'un prêt à converser qui conforte la marche quotidienne robotique, d'ennuis et de contraintes, de divertissements et de désirs aussitôt trahis quand cognent sur leurs murs, au moindre de leurs pas, les chaînes qui les retiennent à la satisfaction d'un plaisir le plus souvent équivoque, s'il est entendu qu'il ne peut y avoir d'authentiques plaisirs qu'à la satisfaction de tous. Ils continueront à répéter à satiété « c'est la vie » toutes les fois où point la trahison d'une utopie qu'ils perdent à l'instant même où ils formulent ce lieu commun passe-droit et sauve-qui-peut. Sauf que personne ne peut plus ni se sauver, ni invoquer un droit sans passer par les armes ceux qui n'en ont pas, et a fortiori tout passe-droit circonvient à l'universalité du genre humain.

Je suis le premier à le déplorer pour moi-même, sans préjuger des forces de chacun, mais d'une manière générale on peut convenir avec Orwell de la déchéance physique progressive des hommes civilisés. Ce constat il le fit il y a une soixantaine d'années. Nous n'avons pas le courage des hommes et des femmes qui se sont rassemblés autour de Sacco et Vanzetti parce qu'un employé des services tertiaires, un fonctionnaire ou un médecin assisté de machines n'ont pas la force physique des mineurs de Wigan.

Nous aurions pu compenser par la connaissance et cela aurait assez déterminé notre volonté de sortir du bourbier des « petits hommes ». Mais penser fait souffrir et cela réclame assez de courage à la conscience, de renverser la perspective propagandiste de l'enseignement et du spectacle. Nous sommes moins valeureux que nos devanciers parce qu'un téléspectateur ou un supporter n'ont pas la puissance de Wilhelm Reich.

Nous pouvions encore donner prééminence aux innombrables forces de vie créatrice qu'il y a en nous et cela aurait assez ébranlé la filière marchande du plaisir. Mais vivre demande du courage et nous en avons moins qu'en 68 parce qu'un prédateur ou un margoulin ne propagent pas la vie, ils l'ôtent.

Nous nous sommes effacés, l'employé derrière le mineur séditieux, le téléspectateur derrière le grand homme et il ne resterait que des assitoyens, plus ou moins, tour à tour margoulins et prédateurs, les uns contre les autres.

Nous ? À voir. Il y a en de plus directement concernés par ce reproche. Je ne ferai pas le constat facile qu'il n'y a plus rien à cause du confort et parce qu'en occident, dans l'ensemble on mange à sa faim. Par contre il y eut dans l'histoire des générations d'hommes et de femmes plus valeureux, à l'exemple des communards. Ces dernières générations qu'on absout volontiers en disant de l'Homme qu'il n'a pas évolué et que c'est la société qui mute si précipitamment, ces générations sont régressives et plus elles consentent à se perdre, plus abjectes elles sont. Ce carrefour est de la responsabilité de ces dernières générations. Nous y sommes bien engagés, au point où cet Homme à inventer pourrait ne jamais voir le jour.

Jusqu'alors j'étais engagé à croire à une solidarité et à un commun usage de la vie, impalpables et diffus auxquels désormais je crois moins sous la forme où je l'envisageais. Je dois à une connaissance virtuelle cette formule implacable, mais juste, qui révèle tout à la fois nos errances respectives et nos désirs, notre condition et notre refus du conditionnement; or cette formule c'est : « l'évanescence des êtres ». En effet nous perdîmes beaucoup d'amis… Si nous tachons de garder ceux qui restent, toute évanescents et cahotés que puissent être les amitiés, les amours et les êtres, tachons aussi de reconnaître aux émeutiers cette obligation de courage.

S'ils apparaissent sauvages c'est qu'ils ont, dans leur chair, la douleur plus aiguë de la barbarie et si d'entre ceux qu'elle a frappé cruellement, ils sont les seuls à riposter à la mesure du tort qu'on leur a fait, c'est qu'il y a de la vie et qu'ils ont appris à faire corps puisque leurs ennemis sont à peu près partout, puisqu'ils sont les laissés pour compte, les perdants quotidiens de cette guerre et de ses ravages.

S'ils ne sont pas les seuls perdants, ils n'en passent pas par les voies d'une justice assujettie, lorsque l'un des leurs meurt. Les émeutiers puisqu'il s'agit d'eux sont alors les seuls à agir en conséquence. A ce titre ils sont une force contestataire véritable, la seule peut-être. Ce n'est pas par le plus curieux des hasards que les organisations politiques électoralistes de l'extrême gauche (LO, LCR, PC) cessèrent d'œuvrer dans les quartiers lorsque les premières émeutes ont eu lieu. En dépit de leurs discours, ceux-là ne cherchaient pas des révolutionnaires mais des militants et des bulletins de vote. Ils ne cherchaient pas et ne cherchent jamais ni des hommes, ni des alliés, ils cherchent à garnir leur force. Ceci dit sans préjuger de la sincérité de militants.

Il y a chez ces émeutiers plus de puissance de vie qu'il n'y a de forces dans les organisations politiques électoralistes. A-t-on jamais vu ces forces s'unir lorsqu'elles viennent à perdre l'un des leurs ? Cette perte est un profit de moins, pas un homme. Et c'est pourquoi au premier souffle tout cela s'envole. Et c'est aussi pourquoi les émeutiers sont jamais les seuls à agir lorsque la vie d'un des leurs est ôtée. Or si l'on considère de toutes parts qu'il y a une lutte à mener entre oppresseurs et oppressés, ce n'est plus de la vie « d'un des leurs » dont il est question, mais de la vie « d'un des nôtres ».

S'il y a une urgence, elle est à re-situer les enjeux véritablement humains de la contestation. Cela suppose assez qu'on en soit amené à balayer tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre font profit de celle-ci. S'il s'avère qu'on y parvienne, avec tout le fatalisme et l'ingénuité que cela suppose, on ne saurait, une fois encore, circonscrire à des intérêts dégroupés ce qui relève d'un intérêt commun.

Nos ennemis considèrent le crime comme une option profitable à leur guerre économique et pas seulement dans des contrées lointaines. Combien d'entre eux, dans le secret et maintenant plus ouvertement chargent leurs bouches de charognes, comme ce bourgeois du Sud-Ouest s'autorisait : « C'est dommage d'en venir là mais tous ces immigrés et ces pauvres il faudrait les supprimer. » Il est le père d'une magistrat.

Cette société ne saurait assumer seule le choix odieux qu'à tous elle impose.

Lorsque Yasmina Reza relève en privé cette confidence de Nicolas Sarkozy « nous en sommes à un tel niveau d'exigence que ceux qui ne peuvent pas suivre il faut les jeter », la collusion entre la dictature de l'économie et la dictature du spectacle plus évidente que jamais (Yasmina Reza est la dramaturge française la plus jouée de par le monde) ne promet rien d'autre évidemment, que d'inciter ces rares obstinés occupés à contrarier le mouvement de la machine monstrueuse, à se supprimer d'eux-mêmes.

Mais lorsqu'en privé on entend ce que seul le plus grand secret confesse, on en est déjà plus à se délester des indésirables pour s'éviter le scandale du sang et l'enflure de statistiques alarmantes, on en est à évoquer l'institutionnalisation pragmatique du crime de grande envergure. On en est plus à l'élimination au compte-gouttes, par les maladies et le suicide, aux guerres du pragmatisme économique, des bourgeois qui ont au moins une influence locale, déporteraient volontiers sur la tête des immigrés et des pauvres les crimes systématisés qui ont frappé les juifs, les homosexuels et les tziganes. Gageons, les bases ainsi jetées, que c'est à l'intersection entre les pratiques anciennes de l'élimination indirecte et les vœux nouvellement affirmés d'élimination directe, que se trouveront les projets en cours.

Si l'on se contentait, révolutionnaires affirmés, de n'être qu'un groupe de pression c'est à la merci de ceux qui entendent profiter de la pression, que seraient ces révolutionnaires.

Demain peut-être seront plus ouvertement rangés au côté du sinistre vœu de ce bourgeois : les organisations politiques électoralistes et tous les corporatismes.

Si une vie qui ne résiste pas à l'infamie n'a jamais cessé d'être une infamie qui résiste à la vie, c'est à compter de cet élargissement des perspectives que se ferait le passage de la grève à la vie et que nous éviterions la catastrophe du sacrifice propriatoire qui est de toute façon promise si nous nous en tenons à ce qu'auront été ces dernières années de luttes.

(Il y a quelques mois je considérais la littérature neurasthénique sans grand intérêt. Mon opinion n'a guère changé et c'est pourquoi je conçois toutes les limites de ce que je ferai de semblable…)

R. D.

GAGNER SA VIE, OU L'INVENTER ?

PHILOSOPHIQUEMENT on ne devrait pas avoir à « gagner » sa vie. La vie biologique, on l'a ; on doit la garder et pour ce faire l'entretenir.

En l'occurrence, « devoir » n'exprime pas une contrainte mais une nécessité intérieure qui a à voir, au-delà de l'individu, avec l'espèce, au moins avec les différents groupes humains, du plus étroit : le couple, la famille, au plus large : l'humanité du XXIe siècle.

Culturellement nous sommes pris dans ces groupes et dans les liens qu'ils génèrent : ils nous tiennent débout, déterminant au moins en partie leur physionomie socio-historique, le système politico-économique, ce capitalisme qui dans les vingt dernières années s'est littéralement emballé.

La propriété des moyens de production est de plus en plus le fait de grandes firmes nationales et internationales qui font régresser le salariat… quasiment au XIXe siècle, condamnant au chômage et donc à une survie plus qu'aléatoire ceux qu'elles jettent à la rue, échangeant cette main-d'œuvre pour une autre, meilleur marché, à l'autre bout du monde.

Paradoxalement ce manque à gagner est rendu intolérable par l'incitation à l'achat[1] ; on nous présente comme indispensables des produits de plus en plus futiles et superflus dont la diversité croît de façon exponentielle. Cette diversification soutenue par une publicité sophistiquée et envahissante, ne permet à personne, malgré la plus grande vigilance, d'échapper à l' « obligation » d'achat – achat monnayé par le travail (avec les fameuses « heures sup », remède magique à l'appauvrissement, préconisé par notre gouvernement !) ou par l'endettement – le récent exemple des subprimes américains montrant l'effet tragique sur les petites gens, du miroir aux alouettes de « l'accès à la propriété ». Une enquête de France Inter évoque la situation de familles françaises ayant 25 crédits simultanés !

La roue folle de la consommation accélère ce besoin de « gagner sa vie », au sens banal, jusqu'à la perdre par misère et désespoir, tant le but de cette quête a peu à voir avec ce qui mérite le nom d'existence.

Tout est fait pour que « gagner sa vie » ne soit plus seulement acheter les moyens de la maintenir mais l'orner de faux plaisirs, de gadgets prétentieux qui passent pour nous « distinguer » du voisin mais dont la possession ne fait que nous fondre à une masse indifférenciée.

Comme le rappelle un collectif italien de femmes[2], c'est le passage du clan à la famille et conséquemment à la propriété privée qui a donné le départ à la division des tâches (au-delà de la duelle à l'intérieur du couple) et à la constitution d'une société.

Donc à la nécessité d'échanges entraînant la création d'un outil « neutre », la monnaie.

Désormais, dans nos sociétés où la consommation déborde largement les besoins et devient une machine à en créer d'autres, artificiels, l'argent à gagner ou à emprunter n'est plus un instrument mais une fin en soi.

Le mouvement de 68, a tenté d'instaurer un contre-système, notamment par le retour à la ruralité et à la vie communautaire. Mais bien peu de ces tentatives ont perduré ; non seulement à cause de dissensions internes mais sans doute de l'impossibilité de revenir à une forme dépouillée d'existence – hors du « divertissement » au sens pascalien, introduit par la ronde des objets ; celle-ci réputée démultiplier la puissance et la jouissance vitales ne fait qu'accroître la distance mentale à l'illusoire « pleine satisfaction » qui ne peut coïncider qu'avec… la mort, c'est-à-dire la fin de tout désir.

Que peut-on gagner au cours d'une telle vie, sinon le vertige et l'épuisement, en passant par les affres d'impossibles remboursements – la précarisation des uns s'aggravant au profit du fabuleux pactole des autres, surfant sur le marché boursier ?

La litanie gouvernementale sur la restauration du « pouvoir d'achat » est symptomatique ; plus le divorce s'accroît entre les travailleurs pauvres, les chômeurs, les précaires et ceux qui les exploitent, plus nos dirigeants doivent faire mine d'en remettre une louche (d'expédients) pour rassurer les premiers et les pousser à continuer à faire tourner la machine des seconds.

Il faudra passer par toute une période de durs combats politiques, et éthiques, pour remettre choses et gens à leur place, et délivrer chacun du souci de « gagner » cette vie, confondu consciemment par ceux qui détiennent pouvoir et richesse avec cette docilité d'acheteur qui mène les plus crédules à la ruine matérielle et morale.

Dans un système nettoyé de ses excès, chacun moyennant quelques heures de travail par semaine, pourrait non seulement manger, dormir au chaud, se vêtir, mais jouir d'une existence distincte de l'animale où pensée, passion, liens sociaux, créations, deviendraient des façons intenses d'incanter nature et société loin des dérives modernistes.

Non seulement nous devons cultiver cette vie, mais il nous faut l'inventer, c'est à dire à partir du capital biologique, la développer, la raffiner, l'enrichir, l'embellir.

L'inventer est au fond plus difficile que la gagner car à chaque instant s'impose le choix de la singularité et du désir libre contre l'insignifiance paresseuse qu'on nous propose : celle du tout cuit, du tout mâché, du tout pensé par la presse, la télévision, les experts ou la rumeur ; celle des modèles starisés, du tout prévu et organisé selon divers « programmes » culturels, politiques – et même amoureux – l'acquisition d'un partenaire sur l'Internet ne se distinguant plus de celle d'une pièce de mobilier ou de billets d'avion au rabais.

Effort qui suppose qu'on se tienne immobile, hors spectacle, ni voyeur ni histrion, en être ordinaire et unique, se nourrissant de contemplation dans des lieux apparemment banals, de conversation avec des non-notoires (de tous âges, genres, de toutes classes, fonctions et origines). Qu'on préfère crayons et pinceaux au portable et à la caméra numérique, le sentier à l'autoroute, le rêve au bourrage de crâne et de sac.

Parcours athlétique. Il y faut beaucoup d'humilité, d'analyse, de solitude aussi et un long entraînement.

Au bout du chemin, il y a joies et rencontres, et le sentiment d'avoir non mené mais construit sa vie – ni gagnée ni perdue – et d'être parvenu à lui donner un sens.

Marie-Claire Calmus

Dernier ouvrage paru : Ouvrir la Cage (éditions Raphael de Surtis-2008)

---

1. Chronique 166 sur le Pouvoir d'achat (Chroniques de la Flèche d'or en 4 volumes, à paraître en 2008-2009 chez Raphael de Surtis).

2. Être Exploitées, Éditions des Femmes, 1974.

De la nature policière d'un certain PCF

Freddy Gomez

En ces temps d'agonie prolongée d'un parti encore « communiste » et toujours « français », la vente des bijoux de famille de l'ancienne institution et le possible déplacement d'une partie de son électorat vers une moderne néo-phalange aiguillonnante (NPA) font, aujourd'hui, pour la souhaiter ou la regretter, l'essentiel des commentaires journalistiques sur sa mort annoncée. Le fait est que, même armé de solides connaissances historiques, l'observateur peine à faire le lien entre l'actuelle ambulance PCF et ce char d'assaut qui, stalinisé à l'extrême à partir des années 1930, inventa une telle manière de vivre le communisme que son principal effet fut, avec le temps, d'en tuer l'idée même. C'est pourtant ce lien qui compte, et qui compte d'autant que l'ambulance PCF, si prompte à se démarquer de ce qui fait tache dans son histoire – c'est-à-dire tant de choses – continue de s'assumer comme l'héritière du Grand Parti du Front populaire et de la Résistance. Précisément…

Si le travail d'historien relève d'une aptitude raisonnée à comprendre, en jugeant sur pièces, ce qui fit la spécificité d'une époque, d'un imaginaire ou d'un groupe, le livre que Sylvain Boulouque et Franck Liaigre consacrent aux « listes noires » du PCF est assurément exemplaire. S'appuyant sur la consultation d'archives multiples et variées, il s'attache à dresser un tableau exhaustif du fonctionnement interne du PCF, sur la période allant de 1933 à 1945, à partir d'une étude systématique des vingt-huit « listes noires » dressées par sa « commission des cadres » à l'usage des responsables intermédiaires du parti pour stigmatiser ses « traîtres », ou supposés tels. Deux mille trois cents noms en tout désignés comme agents de l'ennemi, livrés à l'invective et parfois exécutés. Au bout de la démonstration et preuves à l'appui, il apparaît que, de 1933 à 1945, la vraie nature du PCF fut essentiellement – organiquement, pourrait-on dire – policière.

En huit chapitres denses, nos deux auteurs s'intéressent à la genèse de ces « listes noires », à la manière dont elles furent élaborées, à leur transformation au fil du temps – notamment quand le PCF passa de secte à parti de masse –, au sens politique, enfin, que leur accordaient leurs rédacteurs. Parallèlement, Sylvain Boulouque et Franck Liaigre abordent diverses thématiques liées à la « trahison »: l'engagement d'ex-militants au sein de formations clairement anticommunistes comme le PPF de Doriot ou le POPF de Gitton et le sort que l'omniscient Parti de la classe ouvrière réserva à ses « donneurs » – ces militants qui eurent l'humaine faiblesse de n'avoir pas résisté à la torture ou que les flics surent « retourner » – et à ses « renégats ».

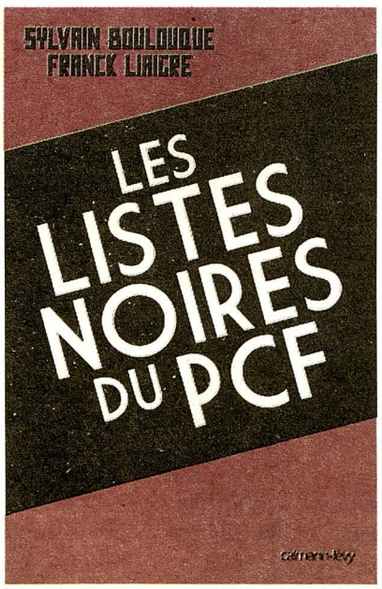
Comme l'autocritique – rendue obligatoire par Lénine, au sein du Parti bolchevik, dès 1921 – et le questionnaire autobiographique – instauré dès 1924 par le même parti – les « listes noires » procèdent d'une identique logique de lutte contre l'ennemi intérieur. Instauré au début des années 1930 par une direction formée à Moscou et fortement « guépéisée », ce triptyque subira, certes, au cours de la décennie étudiée, quelques modifications, mais il ne cessera jamais de jouer son rôle premier: « la construction d'une orthodoxie via la promotion de normes, le tout intégré dans une vaste et perpétuelle campagne d'acculturation ». Car s'il apparaît que la « commission des cadres » du PCF – dont émergent, entre autres, les figures inquiétantes d'un Maurice Tréand et d'un Arthur Dallidet – n'avait, en efficacité, rien de comparable avec les services de sûreté soviétiques, ses « listes noires » ont une évidente « vocation pédagogique »: définir, par antithèse, ce que doit être un « bon communiste ». En livrant à l'opprobre ses déviants, ses opposants, ses dissidents – même de manière approximative et parcellaire – le Parti dit et redit sa vérité du moment, aussi objectivement variable que symboliquement immuable puisque, comme chacun sait, le Parti a toujours raison.

C'est ainsi qu'en ces temps d'apocalypse où des communistes simplement conséquents s'opposèrent au Pacte germano-soviétique en prônant la résistance à l'occupant nazi, l'infaillible direction du Parti, elle aussi conséquente, purgea « à la diable » en « dressant dans l'urgence des dossiers accablants qui conduiront plusieurs militants à la mort ». Car,

élevée au rang de « devoir impérieux » par les instances dirigeantes du Parti, la dénonciation du « traître », première vertu du bolchevik stalinisé, devait être respectée à la lettre. Et ce, quelles que fussent les circonstances. Quand elles changeaient – et, pour le cas, elles changèrent radicalement avec l'entrée en URSS de l'armée allemande, le 22 juin 1941 – c'était à la dialectique de faire merveille en retournant la machine à traquer contre les « traîtres » du jour sans que ceux de la veille ne fussent pour autant réhabilités. À partir de 1942 – et sur ordre d'un Jacques Duclos paraphant d'un « F » menaçant (pour « Frédéric », son nom de guerre) les « mises à l'index, exclusions et ordres d'exécutions » – les « listes noires » s'occuperont plus particulièrement des « donneurs » et des « policiers », préalablement ravalés au rang de « bêtes malfaisantes » – catégorie dans laquelle entraient aussi bien un Paul Nizan qu'un Marcel Gitton.

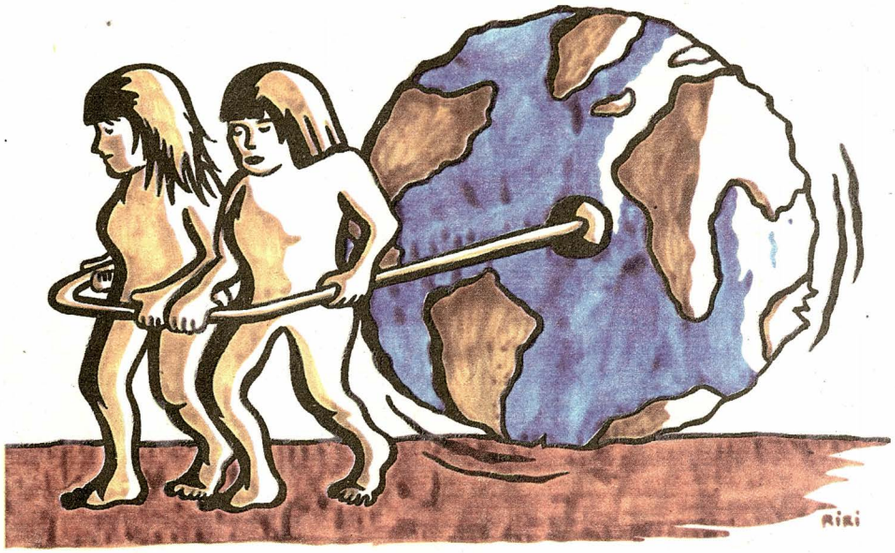
« Au fond de l'histoire, écrivit Lucien Febvre, il y a des sentiments. » Celui qui présida, en juillet 1945, à la fin de cette policière pratique de la « liste noire » avait plus à voir avec l'opportunité qu'avec la grandeur d'âme. C'est qu'en cette époque charnière où gaullistes et communistes se livraient à une querelle de préséance devant déterminer leur rang respectif dans la sphère « résistancialiste », le PCF n'avait d'autre priorité que de conformer son image à celle de « Parti des fusillés », ce mythe naissant qu'aucune figure de « traître » ne devait désormais brouiller.

Ce livre, à tous égards essentiel, a le mérite de rappeler à qui veut l'entendre qu'entre fusilleurs et fusillés il n'y a parfois qu'une « liste noire ». F. G.



Sylvain Boulouque et Franck Liaigre, Les Listes noires du PCF, Paris, Calmann-Lévy, 264 pages, 23 euros.

Femmes, je vous aime...



La moitié de l'humanité est une population dont l'une des caractéristiques est le désir de participation à la construction intellectuelle et effective de leur société. Ce désir est assorti d'une force de travail peu commune. C'est sur ces deux caractéristiques que s'appuie le néolibéralisme pour se développer en la faisant participer à sa propre domination, légitimant du même coup la mondialisation galopante.

Cette moitié de l'humanité? Ce sont les femmes... femmes du monde entier: de l'Asie à l'Amérique, de l'Afrique à l'Europe...

Toutes les femmes sont plus ou moins instrumentalisées et subissent de plein fouet le servage sous des formes diverses (travail, sexe, famille...) pour servir le développement des forces de l'argent et enrichir quelques-uns au détriment de toutes et tous les autres, aussi bien – sous des formes différentes – dans les dictatures que dans les démocraties.

Suite au 11 septembre 2001, l'augmentation foudroyante des contrôles s'est objectivée par celle des « hommes en armes »: la demande et l'offre de « femmes de service » s'en sont trouvées accrues de façon spectaculaire. Or ces femmes sont pour la plupart dans l'incapacité de chercher les moyens de lutter contre cette violence mentale et parfois physique. Pourquoi? Parce que la violence néolibérale « réussit à donner aux victimes (les femmes) l'impression que tout cela est à leur avantage, et même qu'il s'agit pour elles d'une victoire. »

L'ONU, avec la Banque mondiale, le FMI... et les gouvernements « du Nord », se prêtent au jeu dans un but stratégique double: « neutraliser les mouvements sociaux et capter, au profit des institutions internationales, la légitimité et l'énergie du mouvement féministe, tout en le purgeant de ses propositions radicales. » Exemple: en défendant l'accès à la contraception, l'ONU participe-t-elle à la libération des femmes ou cherche-t-elle à réduire sa « dangereuse » fécondité? C'est de ce « double discours » (dont l'un n'est pas prononcé) que le néolibéralisme tire sa force: si l'on n'adhère pas à celui-ci, on est un ennemi des femmes! Le cas des pays du Sud est, à ce propos, emblématique: femmes latinas, indiennes, noires, arabes et asiatiques... considérées comme trop fécondes et donc culpabilisées dans leur propre pauvreté, dans la faim dans le monde et dans la destruction de l'environnement. Même le microcrédit est montré du doigt comme une source d'endettement des femmes et une récupération par le système bancaire du Nord, d'énormes « gisements d'épargne » du Sud, souvent mis en place par les femmes.

Jules Falquet, sociologue femme ayant choisi ce prénom masculin à 17 ans contre la sexualisation de la reconnaissance sociale de sa personne et « en hommage » aux Jules historiques Guesde, Ferry, Verne, Supervielle, veut nous faire comprendre les processus en marche par la vérité: « Même dressé sur son char de guerre et paré de sa plus imposante couronne, s'il perd sa reine et ses servant-e-s, le roi est nu et il ne survivra pas une semaine. »

Ce pari explicatif est réussi et doit être divulgué d'urgence à toutes et à tous.

Serge Moulis
docteur vétérinaire

Jules Falquet, *De gré ou de force*, Collection Le genre du monde aux éditions La dispute (2008).

Dernier Maquis

de Rabah Ameur-Zaïmeche

À PERTE DE VUE se dressent des montagnes de palettes : à ciel ouvert, les ouvriers les peignent tout en rouge, le visage protégé par un masque qui rougit au fur et à mesure. Ils les produisent, ils les réparent, ils les transportent. Ces tas de palettes empilées sont presque l'unique décor du film de Rabah Ameur-Zaïmeche. Ils dominent les hommes, forment un paysage déroutant. C'est une architecture originale, belle, une architecture qui s'impose dans son étrangeté. Le ballet des manœuvres qui remuent et déplacent ces tas, est rarement interrompu. Toutes ces séquences sont presque muettes. Le silence est parfois cassé par une vanne que les ouvriers se lancent, par un incident. Un jour, en effet, la remarque « qui tue » va presque causer la mort d'un des leurs. Scène ahurissante où cet homme taquiné parce que non circoncis prend ses ciseaux et coupe ce qui dépasse.

Dans ce monde à ciel ouvert, nous sommes de plain-pied avec ceux qui travaillent. Africains, immigrés, presque tous musulmans. C'est là qu'intervient une sorte d'emprise idéologique « soft » qui se manifeste petit à petit. Rarement, nous entrons dans l'atelier où travaillent les mécaniciens de l'entreprise, une fois seulement, il arrive qu'on descende avec eux dans la fosse pour découvrir une drôle de bête. Un ragondin. Immense, dressé sur ses pattes, il nargue les hommes apeurés. Le rongeur géant sera remis en liberté. Contrepoint presque poétique à tous ces hommes qui voient leur liberté se rétrécir de jour en jour, alors que les palettes forment tour à tour un carré, un coin à l'écart, un endroit de prière. Ou l'abri pour manger son casse-croûte. Petit à petit en effet ces murs de palettes se font menaçants. Ils protègent ceux que le patron veut bien garder. Les autres sentent que le renvoi les menace. En effet, Mao, le patron, recrute, à sa façon : il a construit et installé une mosquée dans un sous-sol d'un immeuble et a désigné l'imam que les autres appellent respectueusement « hadj ». Mao est toujours là. À l'image de son interprète, le crâne chauve/rasé ? - un bonnet sur les oreilles - il fait ses rondes. Rarement, nous le voyons dans son petit bureau où les ouvriers manœuvres, pointent et se font contrôler. Le patron est interprété par Ameur-Zaïmeche lui même.

Dernier Maquis sonne comme un dernier cri ou un dernier avis avant l'explosion violente de toutes les contradictions d'une société telles qu'elles se cristallisent ici, en banlieue, en zône industrielle. Qui ne veut rien partager. Qui a parqué ses immigrés dans des cités. Qui les a ensuite oubliés. Et qui en fait venir d'autres et qui abandonne ces gens-là quelque part : maintenant la peur du concentré de rancunes qui vont rebondir comme ce ragondin tapi dans sa fosse avant de s'éloigner dans l'eau, les laissant à leur problème. C'est aussi la recherche d'un débat démocratique par quelques irréductibles : pour désigner l'imam. C'est un rapport implacable sur l'intimidation d'ouvriers musulmans employés dans une banlieue, filmé par un des leurs : fils du département de la Seine-Saint-Denis (de la cité des Bosquets à Montfermeil) Rabah Ameur-Zaimeche réalise là son plus beau film et fournit une pièce maîtresse sur la pénétration de l'Islam dans ces lieux où l'obéissance aux préceptes d'une religion crée un terrain d'écoute aux paroles prometteuses : j'irai au paradis si... Dans une scène admirable, un manœuvre qui a une voix superbe lance sa mélodie du haut d'une montagne de palettes. Il va chanter pour ses confrères et devenir – à la mosquée – la voix qui transmet et célèbre la soumission au lieu d'être la voix qui monte et qui réclame ses justes droits. On pense au philosophe allemand Adorno qui disait que c'est dans les endroits les plus exquis, sous les villas décorées à la grecque, qu'on torturait dans les caves.

Heike Hurst

Ahden = Eden = Paradis

Sacco et Vanzetti de Loïc Joyez

Les années 1920 aux États-Unis. La « terreur blanche » s'abat sur toutes les organisations progressistes du pays, la police tue, les tendances fascistes se démasquent, les milices patronales sèment la terreur tandis que la corruption politique et la spéculation financière s'emballent.

Depuis l'engagement des États-Unis dans la Première Guerre mondiale en 1917, la peur des « rouges » est alimentée par une propagande omniprésente et la presse du pouvoir. Dans ce climat de répression quotidienne – descentes de flics dans les réunions, rafles, bavures et meurtres – deux hommes, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, sont arrêtés le 5 mai 1920. Accusés d'avoir participé à un hold-up et à un double meurtre, ils sont jugés et condamnés à la chaise électrique. L'absence de preuves tangibles n'y fait rien. Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti sont immigrés italiens et anarchistes… donc coupables au terme d'un procès mascarade, parodie de justice qui symbolise toute l'horreur de la machine judiciaire jusqu'à sa finalité, la peine de mort.

« Rien ne manque au procès de Sacco et Vanzetti. L'Innocence et la Culpabilité. Les Victimes et les Bourreaux. Le Tragique, la Vie et la Mort. Tous les symbolismes primordiaux apparaissent à tour de rôle, à la place qui leur est assignée par le grand Mythe de la Justice. Nul n'y échappe … »

Rien ne manque en effet et rien n'est laissé au hasard dans cette histoire d'acharnement policier et judiciaire contre deux hommes condamnés d'avance. Coupables ou innocents? On l'aura compris, ce n'est pas le fond du problème: ils sont avant tout anarchistes et « étrangers ».

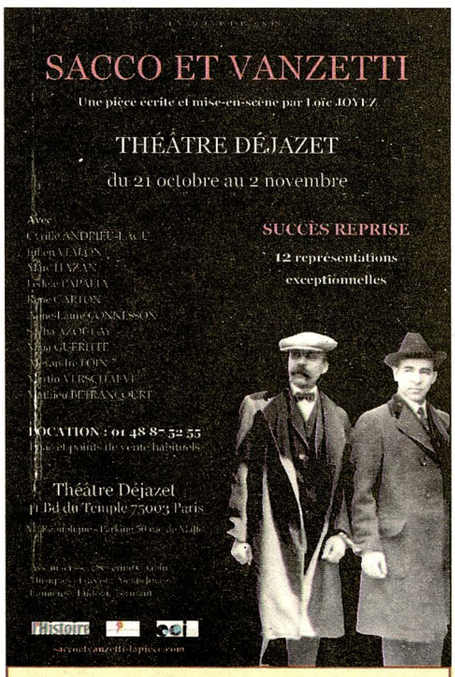
L'écriture de Loïc Joyez, qui lie passé et réalité contemporaine, et sa mise en scène en font une pièce originale et convaincante. Passé/présent? Les paroles de Sacco ont une résonance actuelle: « Voilà pourquoi je suis devenu anarchiste. J'en ai eu assez de me faire voler ma vie. Il faut des salaires décents. Nos enfants doivent avoir la possibilité d'aller à l'école, que ce soient des fils d'ouvriers blancs ou noirs. Je refuse que ces capitalistes juste bons à mettre leur argent à la banque les envoient mourir à la guerre. Nous ne voulons pas de ça! On dit non! On est contre la guerre. Pourquoi devrions-nous nous entretuer? J'ai travaillé avec des Allemands, ils m'ont traité comme un frère. Pourquoi devrais-je les tuer? Morgan et Rockfeller ne sont pas les grands hommes de ce pays. J'ai vu des gens mieux qu'eux jetés en prison pour des années. Mumia Abu-Jamal, un grand homme de ce pays, est actuellement en prison pour ses idées. Eux, oui, je les aime Monsieur le procureur. Ce sont eux qui me font aimer ce pays. »

Mumia Abu Jamal se trouve aujourd'hui dans la même situation que Sacco et Vanzetti: dans le couloir de la mort depuis des années à la suite d'un procès inique. Malgré la mobilisation qui a suspendu son exécution à plusieurs reprises, ses avocats se heurtent au même refus de révision d'un procès bâclé, reposant sur des preuves « suggérées ». Mais, comme le déclare l'auteur et metteur en scène de la pièce, il s'agit « quand même de tenir un équilibre entre aujourd'hui et la réalité historique, parce qu'à l'affiche, c'est Sacco et Vanzetti, et il faut y être fidèle. De plus il y a l'ambiance des années 1920 aux États-Unis, et il faut recréer un climat. C'est du théâtre, on se fait plaisir et on fait plaisir au public en le replongeant dans une atmosphère, dans un décor, et dans une histoire qui est réelle. Par ailleurs, à partir du moment où l'on arrive à restituer cela, que l'on a cette ligne, on s'y tient, mais on peut aussi s'en détacher, librement, mais pas n'importe comment: avec des clins d'œil, des ponts jetés avec ce qui se passe aujourd'hui, que ce soient certains faits d'actualité, ou bien même un certain climat, même si cela passe plus ou moins inaperçu selon le public ou les circonstances. Ce sont des ponts, des clins d' œil, des liens avec ce qui se passe aujourd'hui. Il faut rester léger et tenir l'équilibre. »

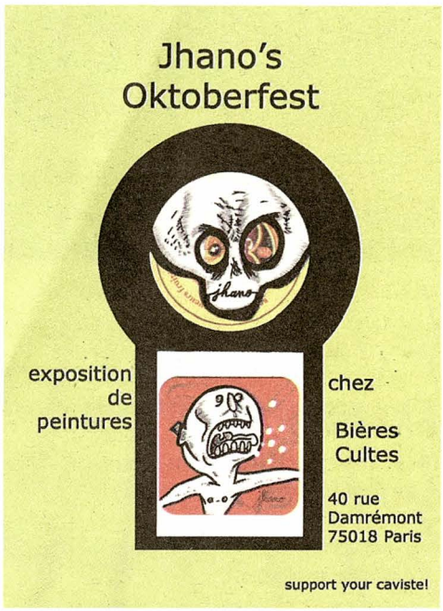
Recréer ce climat des années 1920 en deux heures de textes et d'ambiances pour accompagner le public dans une période grave de l'histoire sociale souligne le lien avec l'actualité. La politique sécuritaire et les relents xénophobes sont-ils si différents aujourd'hui? L'intimidation du pouvoir, la « reprise en main » des patrons, les droits remis en question, la chasse aux Sans-papiers, les directives et les circulaires contre les « étrangers indésirables », les centres de rétention, les expulsions, les violences policières, la mort et la banalisation des « bavures »

« Ce qui m'intéressait pour la scène, c'est qu'il y a dans cette histoire beaucoup d'ingrédients qui s'y prêtent. C'est une tragédie moderne, et comme le dit Ronald Creagh, il y a des éléments vraiment propices et fondateurs: le mythe de la justice, deux hommes contre le monde entier – même s'ils sont soutenus – et puis deux camps idéologiques qui s'opposent, se font face et sont très nettement dessinés. C'est donc très théâtral. » Il faut ajouter que le jeu des comédien-ne-s est partie prenante de la réussite de cette pièce engagée. Souhaitons qu'elle soit représentée devant un plus large public. Après quelques représentations en mai et un succès de bouche à oreille, la pièce reprend au théâtre Déjazet du 21 octobre au 2 novembre. À ne pas manquer!

Christiane Passevant

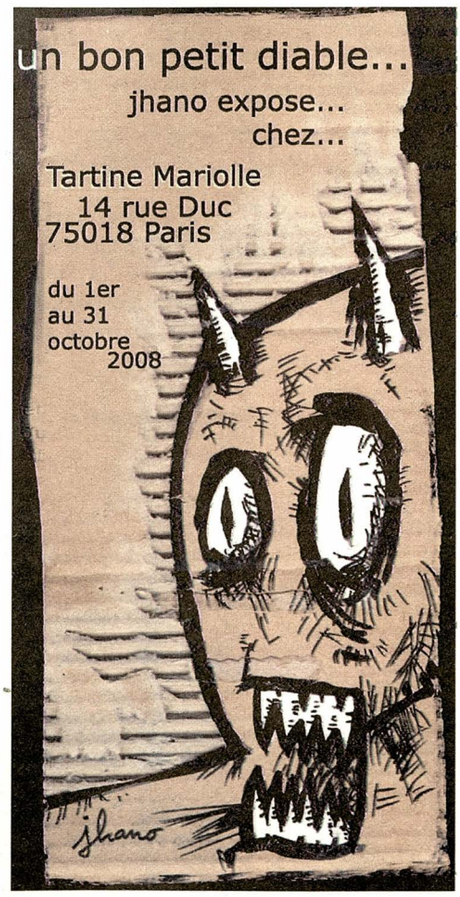


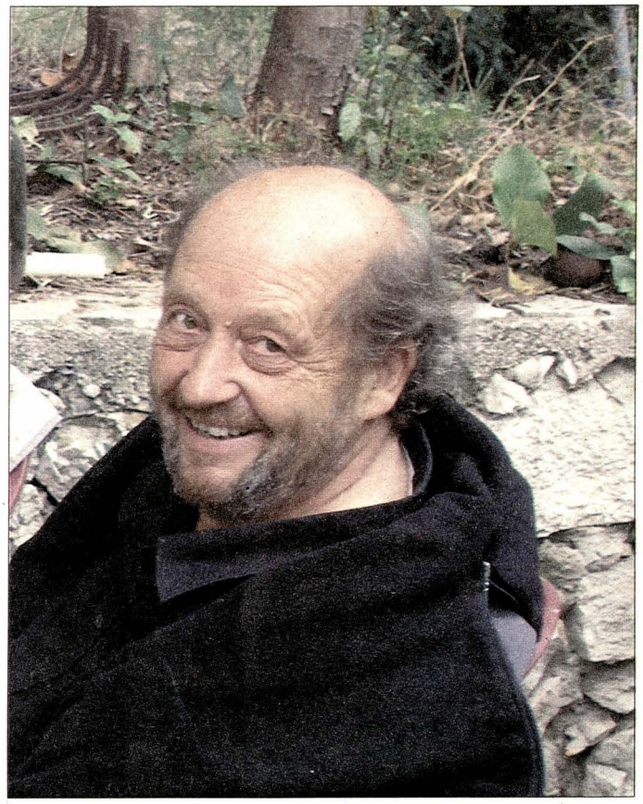
Ronald Creagh, *L'affaire Sacco et Vanzetti*, au théâtre Déjazet du 21 octobre au 2 novembre.



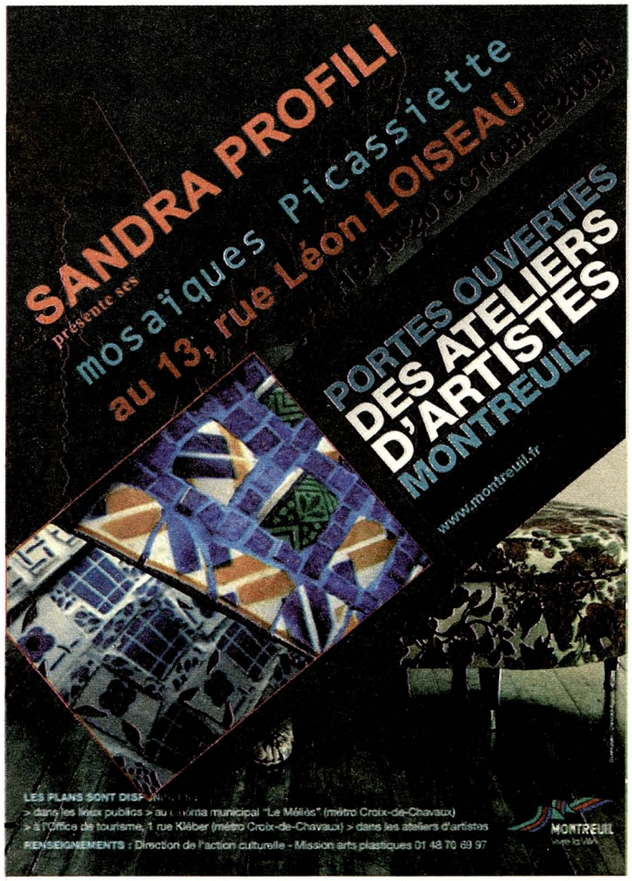
Abonnez-vous !

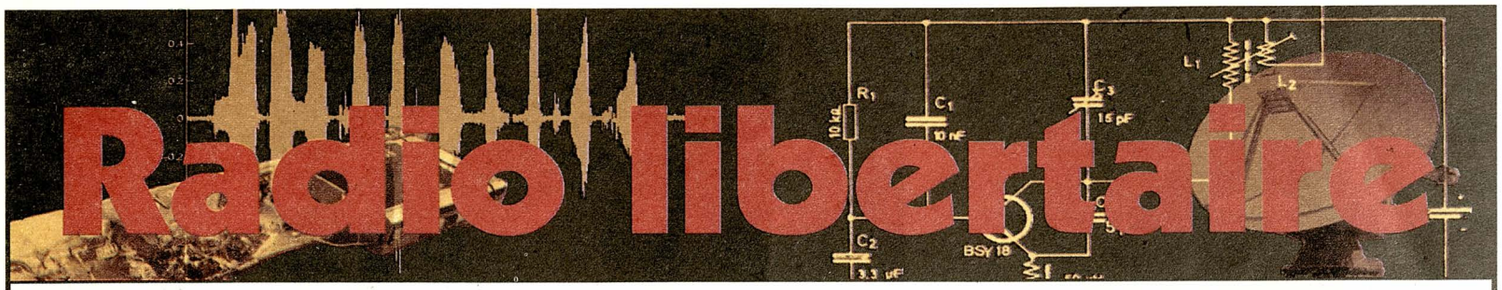
On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout:
www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site
www.trouverlapresse.com





C'était le jour du printemps 2008, Yves Orville nous a quitté soudainement, c'était notre Papa chéri, mon pote et compagnon, libertaire au cœur tendre et padre formidable, Il nous manque terriblement ce mécréant, que ceux qui l'on connu boive un coup et même deux à sa santé... Pour l'éternité.





jeudi 16 octobre

Jus de rue (08 h 30). La parole aux gens de la rue par Casquette.

Si vis pacem (18 heures). Les réfractaires à la guerre d'Algérie En présence de Claude Vinci, pour le film *Au non de Vinci*, réalisé par Menad M'Barek.

Les enfants de Stonewall - BodyFreaks (19 h 30). Les Corps Déjantés. Émission mensuelle, abordant des thématiques trans, intersexe ou de genre en général.

Vendredi 17 octobre

Zones d'attraction (11 h 30). Philosophie, Witz, performance. Deuxième volet consacré à Georges Lapassade, disparu cet été avec Lucette Colin et Patrice Ville, enseignants à Paris 8

Place aux fous (13 heures). Musique Entretien avec Irène Favero, de l'association anglaise « The City Wakes », organisatrice d'événements étonnants pour la commémoration de la mort de Syd Barrett, fondateur de Pink Floyd

Les oreilles libres (14 h 30). La compilation *Basse et batterie*, rock duo basse / batterie.

Koumbi (16 heures). Chroniques africaines

Radio espéranto (17 h 30). Émission de l'association Sat-Amikaro, pour la défense et la promotion de la langue Espéranto.

Nuit Léo 38 (00 h 30). La night!

Samedi 18 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures). Fabrication d'un artiste: face cachée de l'art?

Chronique syndicale (11 h 30). 11 h 30-12 h 30: *Histoire du fascisme aux États-Unis* (Éditions CNT)., avec Larry Portis; 12 h 30-13 h 30: Les prud'hommes, quels enjeux!

Chroniques rebelles (13 h 30) *Sacco et Vanzetti* au Théâtre Déjazet. Par Christiane Passevant.

Tribuna latino-americana (19 heures). L'émission accueillera Armando Urribe Echeverria, auteur chilien de la pièce « Les sorcières en uniforme »; et Paulina Enriquez, pour la mise en espace de cette pièce

Dimanche 19 octobre

Folk à lier (12 heures). Présentation des 20 ans de la revue *Trad-magazine* , avec le rédacteur en chef Guillaume Veillet et le directeur de publication Maurice Bruneau.

Cris et murmures (14 heures). La radio sort des murs pour monter sur les scènes slam, à la rencontre des poètes libres des pavés...

Des mots, une voix (15 h 30). L'émission recevra l'écrivain Patrick Declerck, pour son livre *Socrate dans la nuit* (aux éditions Gallimard).

Lundi 20 octobre

Lundi matin (11 heures). L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Sylvie et Laurent.

Les partageux de la Commune (13 heures). Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

La santé dans tous ses états (18 heures). Reda Sadki, de l'émission « Survivre au Sida » sur FPP et le net, et de l'association de soutien aux malades du Sida « Le comité des familles ».

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30). Anarcho-syndicalisme par la section ANPE du syndicat Santé Social.

De la pente du carmel, la vue est magnifique (22 h 30). Par la bande des Carmélites Pentus:

Mardi 21 octobre

Le Parisien libertaire (8 heures). L'actualité parisienne et l'agenda militant, par Greg et Davou.

L'idée anarchiste (14 h 30). Réflexion sur l'anarchisme Textes historiques ou actuels.

Les amis d'Orwell (16 heures). Anti-vidéosurveillance

Des oreilles avec des trous (dedans). (17 heures). Des fusiques molles pour fous les tous

Pas de quartiers. (18 heures). Tous à vos transistors à galène pour une émission surprise...

Paroles d'associations (19 h 30). Pas d'émission, Sylvie est momentanément absente.

Radio libertaria (20 h 30). Émission de la CNT / AIT Actualités militantes.

Muzar (22 h 30). Autour de l'art contemporain Par Nathalie McGrath.

Mercredi 22 octobre

Petits matins pour le grand soir (08 heures). Émission militante, par Nathan, Sarah et Rafaël

Court-circuit (09 h 30). Philosophie, Art et Politique par Patrice Alain.

Blues en liberté (10 h 30). Émission musicale blues: strings bands, noirs ou blancs par Thierry Porré.

Sans toit ni loi (12 heures). Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 heures). Littérature et Cinéma. L'invité littéraire, par Boris Beyssi; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30). Avec Nadia Chaabane, dans le cadre de « Femmes, travail et migration »: service à la personne et travail domestique. Avec deux témoignages de sans-papières grévistes.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers.

Jeudi 23 octobre

Si vis pacem (18 heures). Mounamitié : Non aux jouets qui apprennent à tuer!

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30). Émission d'Act Up Paris.

Jeudi 16 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La société sous contrôle: Quel bilan peut-on tirer du fonctionnement de la Cnil? Que peut-on attendre de cette institution? Avec David Forest, avocat et docteur en sciences politiques. Auteur de *Le Prophétisme communicationnel*, éd. Syllepse, 2004. Soirée organisée par la Dionyversité: Université populaire de St-Denis. Bourse du Travail de St-Denis. Métro Porte-de-Paris. dionyversite. org

Paris XIe

À 19 heures, l'Association pour le Respect des Proches de Personnes Incarcérées (ARPPI) appelle à une assemblée générale afin de se rencontrer, de discuter et de s'organiser. Au CICP, 21ter, rue Voltaire, Métro Rue-des-Boulets.

Dijon (21)

À l'appel du Collectif contre la biométrie, (Groupe Libertaire dijonnais, Maloka, RUSF, Scalp) des rassemblements contre Edvige et le contrôle social sont prévus à Dijon pour la Sainte-Edvige! À 16h45, au lycée Simone-Veil (rassemblement et tractage pour le retrait de la borne de fichage bio métrique)
et à 17h30 devant la Préfecture.

Vendredi 17 octobre

Saint-Étienne (42)

Salon de l'Autre Livre, à la CNT de la Loire, 15bis, Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo.

Paris XXe

20 heures, à la CNT, 33, rue des Vignoles, Fred Alpi en concert de soutien à Serge Reynaud, militant CNT/PTT à Marseille.
À 20 heures Rencontre-débat discours et réalités des politiques migratoires avec Sarah Mazouz, Choukri Hmed et Alexis Spire auteur de livres sur le sujet
Café le Lieu Dit, 6, rue Sorbier, Paris XXe, Métro Gambetta
01 40 33 26 29

Le groupe de Metz de la Fédération anarchiste vient de créer une Bibliothèque Sociale.

Pour tous renseignements: Association Culturelle Libertaire, Bibliothèque sociale, B.P. n° 16, 57 645 NOISSEVILLE

Samedi 18 octobre

Saint-Étienne (42)

Salon de l'Autre Livre, à la CNT de la Loire, 15bis, Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo.

Montreuil (93)

Sandra Profili présente ses mosaïques Picassiette, 13 rue Loiseau

Dimanche 19 octobre

Saint-Étienne (42)

Salon de l'Autre Livre, à la CNT de la Loire, 15bis, Bourse du Travail, Cours Victor-Hugo.

Lundi 20 octobre

Montreuil (93)

Sandra Profili présente ses mosaïques Picassiette, 3 rue Loiseau.

Région parisienne

Chroniques libertaires de Michèle Rollin sur Télé Bocal/Canal IDF TNT à partir de 0 heures: Radio libertaire, toujours plus belle et plus rebelle.

Mardi 21 octobre

Région parisienne

Chroniques libertaires de Michèle Rollin sur Télé Bocal/Canal IDF TNT à partir de minuit: Radio libertaire, toujours plus belle et plus rebelle.

Saint-Denis (93)

Dyonyversité. Cours de 19 heures à 21 heures à la Bourse du travail de Saint-Denis. Métro Porte-de-Paris. Le démantèlement des services publics au nom de la modernité. Avec Michèle Dessenne, ex-SG d'Attac aujourd'hui porte parole nationale du MPEP. dionyversite. org

Jeudi 23 octobre

Saint-Denis (93)

Dyonyversité. De 19 heures à 21 heures. à la Bourse du travail de Saint-Denis. M° Porte-de-Paris. *La CNIL: à quoi elle sert?* dionyversite. org

Paris XVIIIe

21 heures « Le Moral des Ménages » chansons insolentes Céline Caussimon Artiste invitée: Cécile Girard Théâtre de La Reine Blanche 2, passage Ruelle, Paris 18° M°: La Chapelle (ligne 2) Attention: ne pas confondre avec le M° Porte de la Chapelle. RER: Gare du Nord. Réservations: 01 49 29 69 92

Vendredi 24 octobre

Paris XIe

18h30. Projection du film *In working progress* autour des Anarchistes contre le mur en Israël, à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 25 octobre

Bollène (84)

Le Collectif antinucléaire 84 (CAN84) et le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste. Appel à une marche de contestation suite aux différents incidents, Le départ est prévu à 14h30 devant la centrale du Tricastin Le lieu d'arrivée sera Bollène, et un covoiturage de retour sera organisé. Pour plus d'information:
www.fa-30-84.org
ou fa30-84@no-log.org

Mardi 28 octobre

Grenoble (38)

13h30, Appel à venir assister au procès et à manifester en solidarité avec les squatters lors d'un rassemblement qui aura lieu avant et pendant le procès, devant le palais de justice, rue Pierre Sémard.
grenoble. squat. net

SALON DU LIVRE LIBERTAIRE

PREMIÈRE ÉDITION !

De 10H à 18H :

ÉDITEURS, AUTEURS, TABLES DE PRESSE

Et à 18H30 :

"LES BRÛLEURS DE VIE" SPECTACLE EN SOUTIEN à LA LIBRAIRIE LAUTODIDACTE (BESANÇON)

ENTREE LIBRE et BUVETTE

DIMANCHE 2 NOVEMBRE

SALLE DU TEMPS LIBRE À CUISERY (71) 10KM DE TOURNUS

organisation : La Vache Noire / Groupe libertaire 71

contact : ADCL BP 516 71322 Chalon-sur-Saône cedex

vache.noire@nolag.org